

# Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n<sup>o</sup> 69

décembre 87 / 14 fr.

## Sommaire

**PARTI SOCIALISTE,  
EN ATTENDANT LA PRESIDENTIELLE**



**Face au programme électronucléaire français**



**THOMSON,  
DES RESTRUCTURATIONS CONTRE L'EMPLOI**



**LIVRES**

**Leur printemps, l'hiver dernier**



**Pour une nouvelle stratégie démocratique ?**



**Théories des crises économiques**





# Espoir, sur fond de temps gris

C'était il y a tout juste un an : le grand chambardement d'une jeunesse en rébellion. Un grand coup de propre dans un univers stagnant. Une belle fleur qui n'a pas épuisé toute la promesse de ses fruits.

Le retour anniversaire sur ce mouvement, à propos du livre de David Assouline et Sylvia Zappi, est une trouée dans nos temps gris. Ceux de la grisaille cohabitationniste et du marais boueux des « affaires ».

La gauche, le Parti socialiste en première ligne, pour s'être inscrite dans la continuité de la politique de la droite, n'a fait que rajouter sa griffe au paysage. Celui de la crise et du chômage. Celui des centrales nucléaires poussant comme champignons vénéneux.

La stratégie du groupe Thomson, analysée dans ce numéro, de même que la réflexion engagée sur la réalité du programme électronucléaire français sont deux radioscopies du bilan de plusieurs décennies de politique capitaliste, de son prix et de ses dégâts. Il

convient d'en prendre la mesure alors que se profile la possibilité de lui opposer une alternative.

Non pas celle d'une gestion moins brutale, moins antidémocratique : seule lecture de l'avenir dont est encore capable la social-démocratie. L'actualité le prouve qui nous montre un Parti socialiste paralysé, transi qu'il est à l'idée de prendre le moindre engagement pour répondre à l'attente des travailleurs et des jeunes. Au moment où l'insupportable politique de la droite offre une possibilité de la battre lors de la prochaine présidentielle.

Contrairement aux arrogants discours d'aucuns, c'est ailleurs qu'il faut porter le regard pour voir se dessiner une perspective. Celle d'une rupture radicale. Qui s'ancre au refus du chômage et de la logique du profit. Qui ne renonce pas à réparer les « dégâts du progrès » parce qu'elle envisage une autre société.

Cela s'appelle l'espoir.

C'est la jeunesse.

# Parti socialiste, en attendant la présidentielle

François DUVAL

Depuis le 16 mars 1986, rien n'y fait : le Parti socialiste semble entré en léthargie. A peine réveillé par les mouvements sociaux de l'hiver dernier, il s'est peu passionné pour son congrès de Lille et, depuis, la situation ne s'est pas vraiment améliorée. Certes, P. Joxe a retrouvé un court moment le style « congrès de Valence » pour monter à l'assaut des « noyaux durs » des privatisations, mais la véhémence du ton masquait mal le flou des perspectives.

Le débat sur le « programme » est bien vite apparu dans sa véritable dimension : un exercice de style, sans enjeu réel, destiné à meubler l'attente des militants. Car tout est aujourd'hui suspendu à l'annonce de la candidature de F. Mitterrand et au résultat de l'élection présidentielle. Ce calme apparent ne doit pourtant pas induire en erreur : c'est dès maintenant que se précisent les positionnements, que s'esquissent les reclassements. A bien des égards, l'après-Mitterrand a déjà commencé pour le Parti socialiste, même si la campagne présidentielle et son issue peuvent modifier bien des trajectoires.

**L**A discussion ouverte sur le copieux document intitulé *les Propositions des socialistes*<sup>1</sup> devrait, en principe, répondre à la question que tout le monde se pose : quel programme pour quel candidat ? Il n'en est rien : ni au PS ni ailleurs, personne ne pense sérieusement que l'adoption par le PS d'un tel programme aura la moindre influence sur le contenu de la campagne du candidat socialiste, qu'il se nomme François Mitterrand ou Michel Rocard. C'est même un véritable casse-tête pour le courant majoritaire : comment élaborer des propositions assez floues pour ne pas paraître lier les mains à Mitterrand, mais assez précises pour servir de garde-fou si c'est Rocard... D'autant que, lorsque l'on discute programme, l'évolution globale à droite du Parti socialiste sous l'impact de l'expérience gouvernementale de 1981 à 1986 donne objectivement une prime à Rocard : la vérité des faits oblige à reconnaître que la fameuse « culture de gouvernement » emprunte plus aux thèses qu'il défend depuis le congrès de Metz qu'à ceux — courant mitterrandiste et CERES — qui lui opposaient la nécessaire « rupture avec le capitalisme » !

Trois interrogations particulièrement brûlantes sont soigneusement esquivées dans les débats actuels : quel sera le candidat socialiste ? Avec qui gouvernera-t-il s'il est élu ? Pour appliquer quelle politique ?

## Questions sans réponse

La réponse à la première question est, on s'en doute, entièrement suspendue à la parole élyséenne. Dans l'attente de l'oracle, la campagne de Michel Rocard perd progressivement de sa crédibilité tandis que se multiplient à l'envi les candidatures à la candidature, explicites ou implicites : Chevènement, Eyrault<sup>2</sup>, Fabius, sans oublier Bérégovoy, et même Hernu, encore que ce dernier semble quelque peu grillé. Ce qui est le destin tragique des fusibles. Ces candidatures répondent à deux préoccupations. D'abord, occuper le terrain dans les luttes intestines ; le PS est à ce point gangrené par les institutions de la V<sup>e</sup> République que, pour exister, un courant (ou un sous-cou-



Le gouvernement Mauroy.

rant) doit se doter d'un présidentiable. Ensuite, faire pression sur Mitterrand pour qu'il se représente ; au moins pour éviter l'éclatement du Parti socialiste. Autre tactique, celle de Jean-Louis Mélanchon<sup>3</sup> qui vient de susciter un appel à François Mitterrand intitulé « Pour nous, c'est lui » !

Avec qui gouverner ? Là, le mystère s'épaissit... Le programme en discussion se contente de prendre acte de la rupture de l'Union de la gauche et de rappeler les formulations du congrès de Lille<sup>4</sup>. Manifestement, il est urgent d'attendre ! Ce silence rend inévitables les manœuvres exploratoires : contact des hommes du président avec Giscard d'Estaing, appels au pied aux barristes. Certes, tous les responsables socialistes se sont vertueusement indignés des offres de service de Jacques Delors se déclarant sans vergogne prêt à devenir le Premier ministre de Barre. Delors, il est vrai, n'en est pas à son coup d'essai : conseiller de Chaban-Delmas pour la « nouvelle société », ministre « socialiste » (de fraîche date), partisan de la « pause » dans les réformes et de l'accélération dans l'austérité, champion de l'« armistice idéologique » avec la droite, il n'est vraisemblablement coupable que de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ! Encore son approche est-elle particulièrement maladroitement puisqu'il mise sur... la défaite du candidat socialiste ! D'où l'indignation à bon compte au sein du Parti socialiste, qui permet d'esquiver la véritable question : si Mitterrand est réélu, qui sera le Premier ministre, quels seront les contours de la majorité gouvernementale ? La plupart des dirigeants socialistes semblent miser sans le dire claire-

ment sur une « *recomposition* » au sein de la droite tout en récusant « *une négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de droite* »<sup>5</sup>.

Pour sortir de la cohabitation, il existe pourtant une solution : dissoudre l'Assemblée nationale pour reconstituer une majorité de gauche. A l'exception de J. Poperen, les responsables majoritaires du PS se gardent bien d'évoquer ce scénario. Pourtant, seul un engagement clair sur ce point pourrait donner quelque consistance aux déclarations « définitives » — jusqu'à quand ? — sur le refus des ouvertures au centre.

Quel programme sera appliqué ? A ce propos, la rédaction actuelle du document en débat dans le PS constitue un véritable exploit : plus de quatre-vingts pages sans qu'il soit possible d'y trouver **une** mesure un tant soit peu précise ! Quels que soient les sujets abordés — et ils sont nombreux —, le schéma est le même : critique (modérée quant au fond) de la politique de la droite, défense du bilan 1981-1986 et déclaration d'intention floue pour l'avenir. Pas question de renouveler l'expérience des cent dix propositions de la campagne électorale de 1981 : cette démarche risquerait d'inciter des esprits chagrins à exiger l'application des promesses !

Quelques exemples illustrent aisément la pusillanimité des propositions socialistes. On cherchera en vain l'engagement d'annuler les attaques antisociales du gouvernement Chirac : suppression de l'autorisation administrative de licenciement, lois Séguin sur la flexibilité, mesures antigrevés (amendement Lamassoure). Les socialistes ne sont pas avares de dénonciations contre la

majorité actuelle, mais cela sert surtout à évoquer en contrepoint les temps bénis des gouvernements Mauroy et surtout Fabius. Suivent ensuite de vagues considérations sur la « *citoyenneté dans l'entreprise* », mais c'est pour mieux vanter les lois Delebarre, destinées à « *accroître la durée d'utilisation des équipements* », et se féliciter de ce que « *les cinq années pendant lesquelles la gauche a été au pouvoir aient permis de réhabiliter l'entreprise* » !

A propos de l'immigration, la dénonciation des tentatives de la droite de « réformer » le Code de la nationalité, et l'évocation rituelle de l'apport d'« *artistes comme Yves Montand ou Isabelle Adjani, de sportifs comme Raymond Kopa, Michel Platini ou Yannick Noah* » à la France éternelle, sont malheureusement contrabalancées par la légitimation du contrôle de l'immigration. Au passage, le document dédouanne la droite en précisant qu'« *il était normal de suspendre l'immigration en 1974* » et de confirmer cette suspension en 1981, avant d'entonner le refrain du « *combat efficace contre l'immigration sauvage* » avec « *reconduite à la frontière sous le contrôle du juge et non soumis à l'arbitraire de l'administration* ». L'expulsion propre, en quelque sorte ! Sur le droit de vote, le texte est encore plus en retrait : « *Nous entreprendrons dans les municipalités que les socialistes dirigent des expériences afin de préparer la mise en œuvre de cette réforme.* » L'égalité des droits est renvoyée aux calendes grecques.

Quant aux privatisations, la véhémence verbale de la polémique sur les « *noyaux durs* » et la mainmise du RPR sur l'économie ne doit pas faire illusion : ce n'est pas dans ces propositions que l'on retrouvera des éléments susceptibles de lever les doutes nés des déclarations contradictoires et embarrassées des dirigeants socialistes. La question est pourtant simple : les entreprises nationalisées par Balladur seront-elles renationalisées ? Selon quelles modalités ? A l'inverse, le texte fournit une « justification » des nationalisations plutôt inquiétante (« *assurer le fonctionnement de complexes industriels-publics* ») et met en valeur le principe de « *respiration* » du secteur public<sup>6</sup>. Quant à la proposition de « *venture capital d'Etat* », c'est-à-dire de participation publique au capital des PME, quelle signification cette trouvaille pourrait-elle avoir sinon l'extension du vieux principe : privatisation des profits et nationalisation des pertes ?

Notons enfin que, si la proposition de Lionel Jospin d'opérer des renationalisations par OPA était retenue et mise en application, certaines sociétés

auraient coûté vraiment très cher au contribuable. Ainsi, dans le domaine de la construction électrique, ce sont les indemnités versées par l'Etat lors de la nationalisation d'EDF à la Libération qui ont permis la création de la CGE, rachetée par l'Etat au prix fort lors de la « nationalisation » de 1981, puis bradée en 1987. La renationalisation par OPA consisterait pour le contribuable à racheter pour la troisième fois la même entreprise !

Un tel programme, on s'en doute, a suscité peu d'objections de la part des rocardiens. Sa critique est aujourd'hui un tremplin pour Socialisme et République, ainsi que pour la Nouvelle Composante de Jean Poperen, dans leur positionnement politique en prévision des affrontements à venir au sein de la direction du PS, après la présidentielle.

## CERES, Socialisme et République, aller et retour ?

La transformation du CERES en Socialisme et République a constitué le premier aboutissement du cours droitier imprimé par Jean-Pierre Chevènement à son courant. Cela ne s'est pas fait sans douleur : naissance du CORIAS<sup>7</sup> et, plus généralement, profond malaise militant révélateur d'une perte d'identité politique. La passivité et la dilution de ce courant avaient atteint un tel stade que l'on pouvait y voir une volonté délibérée de la direction du CERES, le maintien d'un courant fortement structuré, minoritaire et, de plus, estampillé comme étant la « gauche du PS » (même si son orientation réelle justifiait de moins en moins de label !) apparaissant comme un obstacle aux ambitions nationales de Jean-Pierre Chevènement.

Tout laisse à penser que l'on assiste aujourd'hui à une véritable inflexion de cette stratégie : discours de candidature à la candidature de Jean-Pierre Chevènement, offensive soutenue sur le projet de programme, réorganisation du courant, retour au premier plan de responsables trempés dans les batailles de tendance (Motchane, Guidoni), dénonciation des tentations droitières. Là encore, il s'agit de prendre date et de se positionner dans sa lutte pour le contrôle de l'appareil du PS, quel que soit le résultat de la présidentielle. Les interventions des membres de Socialisme et République des 12 et 13 septembre indiquent assez bien les axes de cette offensive : le PS doit mener son combat sur l'essentiel, c'est-à-dire le terrain économique, et non sur les



contribué, « non sans réussite » précise-t-il, à « justifier ce choix ». Mais les contreparties pour les salariés ne sont jamais venues... D'où la volonté de « faire vivre la société mixte par la politique du contrat », « le compromis social pour la croissance et l'emploi ».

Faut-il comprendre négociations interprofessionnelles et nouveau Grenelle à froid ? Les prises de position de ces derniers mois, notamment au comité directeur lors du débat sur le programme, semblent infirmer cette interprétation : l'accent mis sur la brutalité de l'offensive de la droite et du patronat, le constat qu'ils ont profité de l'austérité sans pour autant relancer l'économie, le rappel que seuls la mobilisation et le rapport de forces peuvent contraindre le patronat à négocier, l'affirmation que jamais l'oppositon entre droite et gauche n'a eu autant de sens, la dénonciation des chimères que constituent recherche du consensus et armistice idéologique tracent en pointillé une orientation alternative à celle de la direction du Parti socialiste.

C'est aussi le sens des amendements au projet de programme présentés dans les sections par les militants de la Nouvelle Composante : relance de la demande intérieure par les salaires, affirmation qu'« aucune des privatisations réalisées depuis 1986 n'est irréversible », engagement à dissoudre l'Assemblée nationale. La proposition de réforme constitutionnelle (réduction du mandat présidentiel à cinq ans, suppression du droit de dissolution, alignement des élections présidentielle et législatives) est beaucoup plus douce : la dénonciation de la « mécani-

que bonapartiste » de la V<sup>e</sup> République y côtoie l'affirmation hasardeuse selon laquelle « l'élection présidentielle est un acquis irréversible ».

En revanche, l'affaire Delors a donné l'occasion à Jean Poperen de réaffirmer que les électeurs hésitants ne penchent à gauche que lorsque la gauche est rassemblée et... clairement positionnée à gauche, autour d'un projet social mobilisateur.

L'avenir de la Nouvelle Composante dépendra pour beaucoup de sa capacité à tourner le dos aux habituels compromis d'appareil pour s'adresser à la masse des militants socialistes et se lier aux mobilisations populaires, de sa volonté de mener les débats de fond et de sa structuration démocratique. Ces phénomènes de recombinaison politique appellent à contribuer à de tels débats. Et ce, sans préjugés, et sans taire non plus l'analyse de fond : le développement d'une authentique gauche socialiste s'avèrera rapidement contradictoire avec la nature même du Parti socialiste, parti réformiste... sans réforme !

## Les socialistes face à « l'effet Juquin »

Il est bien sûr trop tôt pour mesurer sérieusement l'impact de la candidature de Pierre Juquin sur le Parti socialiste. Cependant, d'ores et déjà, elle constitue un sujet d'intérêt et de débats pour de nombreux militants socialistes ainsi qu'un sujet de préoccupation pour la direction du parti !

Dès maintenant, le positionnement des courants et sous-courants du Parti socialiste vis-à-vis de Pierre Juquin et des communistes rénovateurs est bien révélateur. Si Rocard, de même que Socialisme et République, se sont peu exprimés à ce propos, il n'en va pas de même pour le courant majoritaire. Mauroy a laissé deviner une certaine bienveillance non dépourvue d'ambiguïté : souci tactique de déstabiliser encore un peu plus l'influence du PCF dans le Nord ou reste d'attachement à la stratégie d'Union de la gauche ? A l'inverse, c'est une véritable fin de non-recevoir qu'a formulée Lionel Jospin : l'interlocuteur, c'est, par définition, l'institution, c'est-à-dire le PCF. Rien de bien étonnant d'ailleurs dans cette réaction typique d'une pensée d'appareil.

Les prises de position des petits courants situés à la gauche du Parti socialiste sont, en revanche, beaucoup plus surprenantes puisqu'elles vont de l'extrême réserve à la franche hostilité. Ainsi, un article de *Données et arguments*<sup>9</sup> s'inquiète du fait que Juquin pourrait bien « prendre plus de voix au candidat socialiste qu'à Lajoinie » mais, surtout, de la perspective d'un rassemblement politique à la gauche du PS. Et de conclure : « Nous ne pouvons assister béatement à cette opération sauf à renoncer à l'objectif d'un grand Parti socialiste, parti de toute la gauche. » Ce sont, sur le fond, les mêmes craintes qui déterminent la position de *Questions socialistes*<sup>10</sup> lorsque ce bulletin dénonce la candidature Juquin comme une candidature témoignage destinée à « isoler quelques militants, électeurs de gauche, de la masse des gens qui se reconnai-

## Comité directeur des 21 et 22 novembre

### Dissolution de l'Assemblée : la question clé

Le débat au sein du Parti socialiste vient de rebondir lors du comité directeur des 20 et 21 novembre, autour de trois amendements au projet de programme, qui seront donc soumis au vote des militants dans les sections, avant la convention du 16 janvier.

Socialisme et République présente un long préambule reprenant les thèmes de ce courant : volontarisme économique, relance européenne,

éventualité de sortie du Système monétaire européen.

Jean Poperen et sa sensibilité tenteront de faire progresser leur proposition de nouveau contrat social.

Mais c'est surtout le thème de la dissolution de l'Assemblée nationale en cas d'élection du candidat socialiste qui sera au cœur des débats. Présenté par Jean Poperen, soutenu par Socialisme et République, cet amendement partage déjà le comité directeur : vingt-neuf pour, quatre-

vingt-un contre et trois absentions (dont Isabelle Thomas...).

L'enjeu ne se limite pas à un problème institutionnel, comme le prétendent Jospin, Mauroy et Rocard, unis pour la circonstance. En réalité, les militants socialistes vont se prononcer sur la question des alliances après 1988, sur l'acceptation ou le refus de l'ouverture aux centristes.

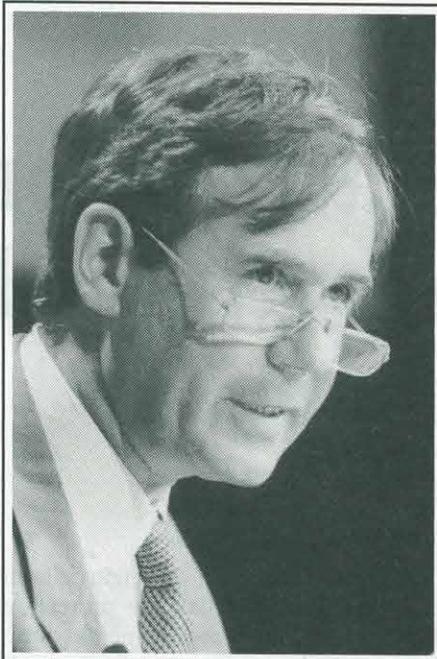
Question cruciale pour l'avenir du Parti socialiste...

traient dans l'affrontement gauche-droite ». Mais, là encore, ce sont les projets d'émergence d'une nouvelle force politique qui semblent inquiéter les rédacteurs de *Questions socialistes* : « La recombinaison actuelle du mouvement ouvrier offre la chance de briser le dilemme réforme gestionnaire ou révolution violente, socialistes gestionnaires ou communistes révolutionnaires. Parce que les rénovateurs veulent enfermer les socialistes dans ce dilemme, ils se vouent à l'impasse politique et privent le mouvement socialiste des richesses dont ils sont porteurs. » Hors du PS, point de salut ? Notons cependant que l'article mentionné est précédé d'un chapeau « prudent », laissant la porte ouverte à une évolution du jugement porté en fonction « du profil que prendra la candidature Juquin ».

Le moins qu'on puisse dire est que *Convergences socialistes* ne fait pas preuve de cette prudence salutaire : un numéro spécial<sup>11</sup> de ce bulletin est entièrement consacré à un long *pensum* au titre évocateur : « Juquin, une candidature d'éparpillement, de dispersion des forces de gauche ». La répétition lassante de quelques idées particulièrement caricaturales tient lieu de démonstration : il n'y a pas de crise du PCF mais « effondrement du phénomène communiste », les rénovateurs sont à la remorque du déclin du PCF, les débats actuels sont « une tempête dans un verre d'eau et même, de plus en plus, une tempête dans un dé à coudre », le phénomène Juquin est « une farce grotesque » ; l'important, c'est de prendre acte de « l'effondrement du mythe léniniste du parti révolutionnaire » et d'effacer le congrès de Tours... Ajoutons que, pour faire bonne mesure, ces analyses étriquées se doublent — comme pour *Questions socialistes* — de critiques virulentes vis-à-vis de la démarche ouverte qui est celle de la LCR. Mauvaise conscience ?

Au fond, l'acharnement de *Questions socialistes* et *Convergences socialistes* à minimiser le phénomène rénovateur et à lui prédire la trajectoire peu glorieuse de la marginalisation est facile à comprendre : l'écho militant de la candidature Juquin, la possibilité qu'émerge, après mai 1988, une force politique nouvelle clairement située à gauche du PS et du PC constituent un démenti à la prétention du PS d'être le parti de toute la gauche. Et, par là même, une remise en cause cinglante du choix fait tant par *Question socialistes* que par *Convergences socialistes*.

Nier cet aspect essentiel de la recombinaison à l'œuvre dans le mouvement ouvrier est donc vital pour la cohérence politique de ces groupes. Mais il s'agit là, si cette tendance se



confirmait, d'une pente très dangereuse où la volonté d'autojustification engendre la myopie politique... En un mot, l'exact opposé de ce que serait l'approche d'un authentique courant de gauche socialiste.

Ce tour d'horizon serait incomplet si nous n'évoquions l'attitude de Jean Poperen : *Synthèse flash* s'attache à fournir à ses lecteurs une analyse attentive (quoique fort discutable, on s'en doute) des rénovateurs et, plus généralement, de la crise du PCF.

**François Duval**

1. Ce document, issu des travaux de la commission du programme, a été adopté par le comité directeur des 12 et 13 septembre, à l'exception de Socialisme et République. Il sera à nouveau examiné lors du comité directeur des 21 et 22 novembre. Enfin, la convention nationale du 16 janvier se prononcera.

2. Député de Loire-Atlantique, il siège au comité directeur aux côtés de J. Poperen.

3. Sénateur de l'Essonne, il anime dans ce département un regroupement de gauche (au sein du courant majoritaire) et publie le bulletin *Données et arguments/A gauche*.

4. « Après 1988, il n'y aura ni dérive centriste ni résurrection de la troisième force. »

5. *Les propositions des socialistes* (p. 82).

6. En clair, les privatisations rampantes...

7. *Convergences, recherches, initiatives pour une alternative socialiste*.

8. Les partisans de Jean Poperen diffusent actuellement dans le PS une brochure, intitulée *Pour un juste partage, pour plus de croissance, le contrat que les socialistes proposent au pays*, reprenant les interventions de J. Poperen et Jean-Marc Eyrault au comité directeur sur ce sujet.

9. « Pierre Juquin candidat », G. Dupeyrat et C. Piou, *Données et arguments* n° 252, 23 octobre 1987.

10. « A propos de la candidature Juquin », F. Boutaric, *Questions socialistes* n° 18, octobre 1987.

11. « Crise du PCF et déclin du phénomène communiste français », F. Boutaric, *Convergences socialistes* n° 49/50.

# Face au programme électronucléaire français

Bernard GRANGEON

**J**EAN Chanteur, directeur-adjoint du Service central de protection contre les rayonnements ionisants, a déclaré dans un entretien à *la Vie électrique* de mai 1986, à propos de Tchernobyl : « *Le nuage n'a jamais représenté un danger pour la population.* » Il est vrai que, si le 1<sup>er</sup> mai tout le territoire national était survolé par le nuage radioactif, le 2 mai un vent d'ouest le repoussait, de sorte que le 4 mai la situation était revenue proche de la normale. Cet incident fut minimisé par le gouvernement et le SCPRI, bien que le nuage ait laissé des traces dans le lait, les légumes, l'air... Pourtant ce nuage a jeté le doute dans les esprits, y compris parmi une population jusque-là assez hermétique à la contestation nucléaire, à savoir les agents d'EDF-GDF.

## Le nuage de Tchernobyl

Partout, en Occident, des femmes et des hommes de bonne volonté, des journalistes, des scientifiques, des médecins, des ingénieurs expérimentés s'interrogent et s'inquiètent du bien-fondé de l'énergie nucléaire comme moyen de production d'électricité. Le phénomène s'est amplifié depuis l'accident de Tchernobyl. Celui-ci n'est pas le premier ; il fait suite aux accidents de Tchelyabinsk, au sud de l'Oural, en 1958, de Three Miles Island, en Pennsylvanie, en 1979, de la centrale de Tsugura, au Japon, en janvier 1981... pour ne citer que les accidents les plus graves pour l'environnement et les populations concernées. Les risques occasionnés par l'énergie nucléaire paraissent de plus en plus inacceptables au regard de ses avantages. Le Danemark, la Suède, l'Autriche et les Philippines ont décidé d'abandonner cette forme d'énergie. Seules la France et l'URSS

maintiennent le cap sur leurs programmes initiaux.

Or il faut savoir que l'accident grave risque d'arriver, n'en déplaise à M. Pierre Tanguy, inspecteur général pour la sûreté et la sécurité nucléaire, pour lequel « *un Tchernobyl français paraît exclu.* » Sa thèse s'appuie sur le fait que EDF a opté pour la filière des réacteurs à eau sous pression (PWR) pour son parc du palier de 900 MW à 1 300 MW. La seule exception notable est constituée par le surgénérateur de Creys-Malville, dans l'Isère. Or il est apparu que le point faible de cette filière résidait dans le refroidissement du cœur. Ce type d'accident est déjà intervenu à la centrale de Bugey le 14 avril 1984 (panne d'alimentation électrique) ou, plus près de nous, à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (gel de la Loire) en pleine grève des agents d'EDF-GDF, en janvier 1987. Ces incidents graves ont pu être maîtrisés grâce au savoir-faire du personnel de ces centrales. A Saint-Laurent-des-Eaux, les agents suspendaient leur grève pour faire face à la situation alors que, dans le même temps, la presse à la solde du gouvernement se déchainait contre les « *nantis irresponsables.* » En cas de perte de contrôle, il ne reste plus que les fameuses enceintes de confinement auxquelles on a ajouté des filtres à sable pour dépressuriser l'enceinte sans danger. Cette mesure de sécurité a pour but de limiter l'impact radioactif sur les populations et l'environnement.

Pourtant, ce bel optimisme est modulé par Gordon Thomson, conseiller en énergie nucléaire à Cambridge, aux Etats-Unis, qui explique dans *Newsweek* du 14 mai 1986 que la question n'est pas de savoir « *si tel réacteur est plus perfectionné que tel autre. La réalité, c'est que n'importe quel réacteur peut provoquer un accident grave à n'importe quel moment.* » Dans ces conditions, est-il sérieux de laisser cette question vitale aux seuls techniciens et

dirigeants d'EDF ou au gouvernement ? Alors que, sans nul doute, notre pays bénéficie d'une expérience unique au monde, puisqu'il existe près de deux cents centrales du type PWR en service sur la planète et que la plupart sont en France, aux Etats-Unis et au Japon. Le spectre du « nuage radioactif » nous impose de réfléchir et d'analyser la situation, en évitant de tomber dans le désarroi ou d'en arriver à refuser le progrès technique au nom de la préservation de l'espèce humaine.

## L'héritage

La France occupe le sixième rang mondial dans la production d'électricité, mais elle est la deuxième puissance pour ce qui est de la production d'électricité d'origine nucléaire, immédiatement derrière les Etats-Unis. En 1985, la production nationale d'électricité se montait à 328 TWh. Le thermique nucléaire représentait à lui seul 213 TWh, contre 52 TWh pour le thermique classique et 63 TWh pour la production hydraulique. Ces chiffres montrent que la population française et les industriels sont à plus de 65 % tributaires pour leurs usages de l'énergie produite par la fission de l'atome. Ce pourcentage donne à notre pays une spécificité particulière et unique au monde : nous sommes dépendants du bon fonctionnement de nos réacteurs nucléaires, qui jusqu'à présent ont eu la meilleure disponibilité mondiale, avec un chiffre de 83 %.

Un tel résultat est le produit d'un vaste programme électronucléaire qui a été mis en chantier en 1970. Fin 1988 le pays sera doté d'une cinquantaine de réacteurs d'une puissance de 880 à 1 285 MW. Les centrales en cours d'achèvement de Nogent, de Belleville, de Cattenom 3, de Golfech, du contrat pluriannuel « 1300-2 », seront mises en service et couplées au réseau entre l'automne 1987 et la fin des années quatre-vingt. Le programme cher à Pompidou et à son ministre Giraud, actuellement ministre de la Défense nationale, aura été mené à son terme. La lutte des populations et des écologistes aura seulement permis de mettre en cause la centrale de Plogoff en Bretagne et le centre de retraitement des déchets radioactifs de Saint-Priest-La-Prugne dans le Massif central. Ces deux réalisations ont été abandonnées définitivement par décision de Mitterrand sur la lancée de la victoire de la gauche en 1981.

Pour les tenants du « non au nucléaire » la défaite a été scellée en 1977 avec la manifestation de Creys-Malville ; celle-ci a marqué l'incapacité du

mouvement de réaliser son unité et d'opérer la jonction avec le mouvement ouvrier. Il est vrai que, pour la mise en place de ce vaste programme, la direction d'EDF et les gouvernements successifs ont bénéficié de la collaboration des directions de la CGT et du PCF. Pour sa part, la direction du PS n'a pas voulu être en reste, elle a parachevé le travail en divisant le mouvement contestataire, en réduisant le débat entre le « non au tout nucléaire » et le « non au nucléaire », en se montrant incapable de faire un choix entre les impératifs économiques et les questions de sécurité. D'un côté elle s'est efforcée de satelliser, par l'intermédiaire du PSU, le mouvement écologiste ; de l'autre, elle a préconisé, par la bouche du ministre de l'Environnement, « d'éviter de dépendre du nucléaire en réduisant l'énergie consommée, plutôt que de produire davantage ». C'était, pour Huguette Bouchardeau, à la fois jouer les tartuffes et céder à la politique politicienne qu'elle disait pourtant rejeter. L'héritage est là, bien présent, témoignant du refus de mener une politique d'unité répondant aux intérêts des populations et des travailleurs associés à la construction des centrales.

EDF, sereine, ralentit aujourd'hui son programme, car les objectifs initiaux de consommation d'électricité ne sont pas atteints. Ce sont au maximum deux tranches nucléaires qui seront engagées dans les quatre prochaines années (1988-1991) : Civaux 1 en 1989 et Civaux 2 en 1991 ; ainsi en a décidé le 26 juin 1987 le conseil d'administration d'EDF. L'hypothèse de consommation est fondée sur une croissance de 3 % par an, ce qui devrait donner une consommation « horizon 2000 » de l'ordre de 495 TWh, les prévisions les plus pessimistes ramènent cette consommation à 425 TWh. Il faut avoir conscience que ce programme est le résultat de vingt années d'efforts en matière d'investissements. La réalisation en ayant incombé à EDF, qui a financé l'ensemble des réalisations, il en résulte un endettement important pour l'entreprise nationale, correspondant à un an et demi de ventes d'électricité. Mais, pour Marcel Boiteux, ex PDG d'EDF, le pari a été tenu : les Français bénéficient du kWh livré le moins cher de la CEE. Dans le prix de revient du kWh, le coût d'un accident nucléaire du type Tchernobyl n'a évidemment pas été pris en compte, ni celui du démantèlement des centrales.

En 1970, Michel Hug était nommé par Marcel Boiteux à la direction de l'équipement d'EDF. Il avait pour mission de lancer la construction en série des centrales nucléaires. Cette nomination mettait fin à la guerre entre EDF et

le CEA, mais en ouvrait une autre entre le groupe Creusot-Loire et la CGE pour l'octroi des parts du marché constitué par la construction de ces centrales.

## Les raisons d'un choix

Pompidou et son ministre Messmer tranchaient dans le sens de l'abandon de la filière graphite-gaz. Et ce malgré les protestations des ingénieurs du CEA et de celles du Parti communiste. Saint-Laurent-des-Eaux, d'une puissance de 480 MW, tombait en panne le lendemain de son inauguration. Marcel Boiteux, économiste brillant, en profitait pour plaider en faveur de la filière PWR. Cette filière présente l'avantage de requérir des ingénieurs au niveau « producteur », d'imposer aux constructeurs une standardisation poussée permettant une construction en série des centrales et de renouer avec la politique des « paliers » (en l'occurrence 900 à 1300 MW) qui, au cours des années cinquante, a fait ses preuves avec le thermique classique. Ces mesures avaient pour but de rendre compétitive la production d'électricité d'origine nucléaire face au pétrole d'un coût très faible à l'époque. Les ingénieurs d'EDF qui ont participé à la réalisation du programme hydraulique pouvaient être rassurés puisque leur avenir était garanti. Après l'aménagement de la vallée de la Durance, un nouveau défi technologique était engagé.

Dans le même temps, André Giraud restructurait le CEA. En 1972, il constituait le club des Cinq comprenant la France, l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud et la société britannique Rio Tinto Zinc. Ce club, qui a pour fonction de se pencher sur les problèmes de l'approvisionnement en uranium, devait décider d'être présent en amont et en aval de la chaîne de production. La COGEMA était créée. Elle est aujourd'hui la première société mondiale du cycle du combustible. Filiale du CEA, elle exploite, entre autres, l'usine de La Hague de traitement des combustibles irradiés, traitement qui a pour but la séparation des différents composants de façon à pouvoir en réutiliser certains (matière fissile : uranium, plutonium) et à stocker ceux qui sont inutilisables.

Le même décidait, en 1973, dans le cadre de la coopération internationale, la construction de l'usine civile d'enrichissement EURODIF, regroupant, aux côtés du CEA, Belges, Espagnols et Italiens. Il chargeait également EDF de construire la centrale du Tricastin, dans la vallée du Rhône, afin d'alimenter

cette usine. Parallèlement, André Giraud, soucieux de faire passer la filière à neutrons rapides au niveau industriel, lançait le projet de Super-Phénix, qui fait suite au surgénérateur Phénix, installé à Marcoule, d'une puissance de 233 MW, et qui est couplé au réseau EDF depuis décembre 1973. La centrale de Creys-Malville, située à une cinquantaine de kilomètres de Lyon, appartient à une société anonyme, NERSA, constituée par EDF à 51 %, ENEL (société nationale italienne) à 33 %, SBK (société formée essentiellement par RWE, producteur allemand d'électricité) à 16 %. Cette centrale est équipée d'un réacteur à neutrons rapides où se trouve un mélange fissile-ferfite de plutonium et d'uranium. Le refroidissement se fait par sodium liquide, produit qui présente l'inconvénient de réagir très violemment avec l'eau en présence d'air ou d'oxygène (la combustion de l'hydrogène formé par la réaction sodium-eau peut être explosive). Cette centrale présente la particularité de produire plus de matière fissile qu'elle n'en consomme. Elle permet de produire de l'électricité et du plutonium qui pourrait constituer un combustible pour les réacteurs PWR. Cette réalisation a eu l'avantage d'aplanir les divergences qu'avaient fait naître les décisions prises par Pompidou.

Ainsi, petit à petit, chacun trouvait sa place et son créneau. Le programme électronucléaire avait l'ambition de constituer un marché porteur pour les entreprises françaises, aussi bien au plan national qu'au plan international grâce à l'exportation :

- le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), avec le cycle du combustible et la construction de Super-Phénix ;

- EDF, qui devenait le premier producteur mondial d'électricité d'origine nucléaire ;

- Creusot-Loire, avec ses filiales du groupe Empain-Schneider, pour les chaudières nucléaires ;

- le groupe CGE, d'Ambroise Roux, pour les gros composants électromécaniques (turbines, alternateurs) ;

- le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlman (PUK), qui travaille en collaboration avec le CEA, pour l'ensemble du cycle du combustible.

Par ailleurs, le CEA reste lié à l'armée, l'omniprésence de celle-ci dans l'industrie de l'uranium correspondant à la volonté de l'Etat de contrôler ce métal stratégique aux nombreuses utilisations militaires.

Une âpre bataille économique a fait rage de 1970 à 1974. Le « lobby » nucléaire, qui s'est mis en place, répond à une volonté du gouvernement et du patronat français. Ce choix a permis de développer une technologie de haut

niveau, tout en assurant une forte compétitivité aux entreprises concernées, les frais d'études et de recherches étant supportés par les entreprises nationales que constituent EDF et le CEA. Le gouvernement a reçu le soutien du PCF qui, au nom de l'indépendance énergétique et de la grandeur de la France, a apporté son aval à cette politique. Les seules critiques de ce dernier portèrent sur l'abandon de la filière graphite-gaz, tandis qu'au nom du « Produisons français » il revendiquait un programme électronucléaire plus ambitieux.

## Les temps modernes

En 1990, le nucléaire devrait représenter 74 % de la production d'électricité, le charbon n'en représentant plus que 6 %. Or EDF constitue le principal client des Charbonnages de France, et même le seul possible pour les produits secondaires qui sont utilisés dans les centrales thermiques. Cette politique a entraîné la fermeture de nombreux puits dans le Nord et le Centre-Midi. Toutes les centrales thermiques du palier 125 MW ont été fermées, et des réformes de structures ont été opérées à EDF pour mettre « sous cocon » trente tranches du palier 250 MW. Des régions entières sont touchées par ces choix, de nombreux agents EDF sont mutés et les suppressions d'emplois se multiplient aux Charbonnages de France. Face à cette situation, une convention nationale a été signée entre EDF et CDF. Elle prévoit la reconversion, dans les unités d'EDF, de cinq mille mineurs sur quatre ans, à condition que ceux-ci soient de nationalité française et âgés de moins de quarante ans. Les frais de reconversion sont à la charge des Charbonnages.

La production d'origine nucléaire devrait se situer en 1990 à 273 milliards de kWh, contre 125 milliards pour l'année 1983. Cet objectif amène EDF à installer sur le territoire national une soixantaine de réacteurs. Dans cette perspective, l'hydraulique devient la deuxième source énergétique : 69 milliards de kWh en 1990, contre 66 en 1983. Pour placer sa production, EDF se lance dans une politique commerciale agressive. En ce qui concerne l'industrie : accélérer le chauffage de l'eau à l'électricité et promouvoir de nouvelles applications ; pour le secteur résidentiel et tertiaire : introduire une promotion active de solution bi-énergie.

Pour promouvoir cet essor commercial, EDF a modifié sa tarification. Un tarif vert, par exemple, a été mis en place à l'attention des industriels. Il est caractérisé par le développement de formules interruptibles par lesquelles

l'industriel s'engage à stopper sa consommation d'énergie électrique, à la demande d'EDF, sur la base d'un forfait annuel. Ce tarif comporte une incitation financière afin que l'électricité soit utilisée pendant les heures creuses : heures de nuit, de week-end, d'été... En fait, EDF inclut dans sa politique tarifaire ses contraintes de production afin de passer les pointes de consommation, et intègre les impératifs de production qu'imposent les réacteurs nucléaires. Astucieuse façon de faire correspondre offre et demande ! Il faut en effet savoir que la production d'origine nucléaire est difficilement modulable (le cycle dure environ quarante-huit heures). Celle-ci constitue la production de base ; l'hydraulique sert à répondre aux « pointes », dans la mesure où l'eau emmagasinée dans les barrages sert de réserve, son turbinage ne demandant que quelques secondes. D'ailleurs, certains barrages bénéficient d'installations de pompage qui permettent de remonter l'eau dans le barrage durant les heures creuses. Ces contraintes sont dues à l'incapacité de stocker l'électricité, ce qui implique que ce qui est produit doit être impérativement consommé. Lorsque la consommation est plus importante que la production, EDF opère ces délestages techniques que les grèves ont rendus célèbres.

Ces contraintes de production et tarifaires, couplées à une plus grande amplitude journalière d'utilisation des machines, justifient le recours au travail en semi-continu, en continu, en 4/9... Ce qui implique l'annualisation du temps de travail et des rémunérations : flexibilité, travail le week-end, étalement des congés, étoffement des équipes de travail de nuit, multiplication des contrats à durée déterminée, polyvalence, plurifonctionnalité...

Mais EDF, dans sa course au placement d'électricité, ne peut se contenter de son monopole de distribution en matière d'éclairage ; elle veut concurrencer les autres formes d'énergie dans le domaine de la production de chaleur (campagne « tout électrique »...). C'est pourquoi elle recherche de nouvelles applications industrielles. Cela a permis le développement de nouvelles technologies, très intéressantes pour une industrie de pointe comme l'aéronautique, et aussi la sidérurgie, la métallurgie, la chimie ou l'agro-alimentaire. Le chauffage indirect par résistances, la conduction, le séchage par pompes à chaleur, la recompression mécanique de vapeur, le rayonnement infra-rouge ou ultra-violet, les rayonnements haute et ultra haute fréquence, l'osmose inverse ultrafiltration ou les plasmas (gaz ionisés permettant des chaleurs entre 7 000 et 20 000°C)... Autant de nouvelles

applications pour des industries de pointe ! Dans ces conditions, l'électricité se trouve sans véritables concurrents : l'ère de la résistance a sonné au détriment de la flamme.

Ce choix implique une qualité de desserte réduisant au maximum les défaillances, les coupures brèves, les creux et les chutes de tension, les pertes par effet joule. EDF travaille activement sur des options techniques au niveau de ses réseaux moyenne tension et de ses ouvrages de distribution. Elle multiplie les postes sources, améliore la structure de ses réseaux en leur intégrant des interrupteurs automatisés (IAT), des réenclencheurs en ligne, des disjoncteurs « shunt », des indicateurs de défauts sur réseau aérien, etc. Une révolution technologique a lieu et est nécessitée par la généralisation de l'automatisation au niveau du processus de production, à l'informatisation de la vie et au développement de la bureautique. Toutes ces mesures ont pour but d'améliorer la productivité, la qualité des produits, et d'assurer une meilleure communication de la production à la distribution.

## Condamnés à réussir

Le mot d'ordre « non au nucléaire ! », cher aux écologistes, est-il réaliste ? Admettons-le. Concrètement, cela veut dire qu'il faut reconverter tout l'appareil de production d'EDF et des constructeurs qui lui sont associés. Cette éventualité impose de mettre en chantier un programme énergétique de substitution et d'autres choix : charbon, fuel, gaz, solaire, biomasse... Et d'évaluer son rythme et son financement. En tout état de cause, il restera à gérer les déchets « nucléaires » de La Hague, à démanteler les centrales nucléaires avec tous les problèmes que cela suppose de résoudre. Le coût en serait énorme et il faudrait obtenir un consensus avec les travailleurs concernés par les reconversions entraînées par un tel programme. A cela il faudrait ajouter la gestion des déséquilibres économiques locaux qu'entraîneraient fermetures et implantations de nouvelles unités. Un vrai cauchemar pour ceux qui s'engageraient dans cette voie !

Aussi, il paraît plus raisonnable et crédible de :

- suspendre la construction des centrales nucléaires en construction ;
- arrêter l'exploitation du surgénérateur de Creys-Malville, qui présente des risques importants en cas d'emballement du cœur et de maîtrise de feux de sodium ;

- investir dans des mesures de sécurité et de radioprotection ;

- donner des pouvoirs étendus aux salariés d'EDF dans les centres de production nucléaire, donner des droits aux représentants des populations avoisinantes des sites ;

- continuer avec des moyens amplifiés à investir dans la recherche de solutions technologiques visant à diminuer les risques, voire à se rendre maître de la fission de l'atome ;

- chercher d'autres sources de production énergétique afin de maintenir le potentiel économique des entreprises et remplacer progressivement les centrales existantes au fur et à mesure de leur obsolescence.

Condamnés à réussir : ce postulat montre avec beaucoup d'acuité que la société industrielle issue des révolutions bourgeoises du XIX<sup>e</sup> siècle est incapable, après avoir joué son rôle de développement des forces productives, de maîtriser son propre dynamisme. Collectiviser les intelligences, autrement que par les cercles de qualité, et planifier démocratiquement les besoins constituent des nécessités absolues. A notre sens, seule une société socialiste serait en mesure de relever ce défi en libérant la force de travail de la tutelle du capital. Certains écologistes ont tort de penser que le débat passe entre pollueurs et pollués ou, pire, par le refus d'une société de progrès scientifique. Cela est de l'obscurantisme : il ne suffit pas de remplacer Dieu par Satan pour réaliser une révolution sociale. Au mieux, cela donne des adeptes de la révolte, pas des artisans du changement.

Le 17 avril dernier, la centrale de Fessenheim fêtait le dixième anniversaire du couplage de ses deux réacteurs au réseau électrique. Cent milliards de kilowatts-heures déjà produits, une durée de vie programmée jusqu'aux alentours de 2010... D'après la direction d'EDF, la doyenne du palier 900 MW impose de remettre en chantier des unités de remplacement vers 1995 car, pour eux, « aucune autre technique que le nucléaire n'est prête à prendre la relève avant vingt ans ». Comme quoi la question est loin d'être close !

Trois mille physiciens dans le monde travaillent à apprivoiser et à reproduire l'énergie du soleil à travers la fusion thermonucléaire. La libération d'énergie par ce procédé a vu le jour avec la mise au point de la terrifiante bombe H, laquelle n'est rien d'autre qu'un minuscule soleil dévastateur fonctionnant quelques secondes. Actuellement, l'Europe possède un outil pour s'acheminer vers une centrale thermonucléaire expérimentale. Cet objectif devrait être atteint vers la fin de ce siècle. Cet outil est un « Tokamak »,

invention soviétique, dénommé « Joint european torus », installé à Cuham près d'Oxford, en Angleterre. Dès 1988-1989, les cent cinquante millions de degrés celsius devraient être atteints, permettant d'allumer une réaction thermonucléaire auto-entretenu. Dans le même temps, des agents EDF travaillent, à Gennevilliers, sur le projet « Cybiam », afin de pouvoir implanter des centrales, thermiques classiques ou nucléaires, loin des fleuves et de la mer. En effet, le cycle thermodynamique binaire eau-ammoniac permettrait de se passer de « sources de froid » en utilisant l'atmosphère comme source froide, et l'ammoniac comme fluide. Une centrale pourrait s'implanter dans n'importe quel lieu, sans avoir à faire face aux contraintes actuelles. Une manière de contourner, grâce à la technique, l'hostilité des populations !

L'énergie, c'est en quelque sorte la vie, et le rêve une façon d'appréhender l'avenir. Dans ces conditions le débat sur les questions nucléaires n'est pas prêt de s'éteindre ; et, comme le socialisme, il est un défi qu'il nous faut relever. La contestation antinucléaire n'est pas de la responsabilité des seuls écologistes. Elle est une des composantes d'un combat d'ensemble : pour la prise en main par les travailleurs des leviers du pouvoir. L'avenir de l'humanité en dépend.

**Bernard Grangeon**

MW : un mégawatt égale un million de watts (unité de puissance thermique).

TWh : un milliard de kWh. Production annuelle d'un réacteur de 1300 MW en régime de croisière : 1 300 MW multipliés par 6 200 heures égalent 8 TWh, soit 1,8 million de TEP (tonnes équivalent pétrole).

PWR : *Pressurised Water Reactor* (réacteur à eau sous pression) utilisant la fission de noyaux d'uranium 235 (<sup>235</sup>U) comme source de chaleur.

Le réacteur Superphénix comporte quatre à cinq tonnes de plutonium.

# Thomson, des restructurations contre l'emploi

Henri VIGUIER

**Thomson-CSF, un des leaders mondiaux de l'électronique professionnelle, licencie ! Telle est la nouvelle annoncée par la presse dès juin 1987. La même presse dévoilait quelques semaines plus tard l'accord, caractérisé d'historique, entre Thomson et General-Electric : au premier la télévision couleurs, au second l'imagerie médicale.**

**Une année décidément fertile en événements, puisqu'en avril 1987 avait été annoncée la création d'une multinationale franco-italienne des composants semi-conducteurs, par regroupement des activités dans ce secteur de Thomson et de STET.**

**Certes, le groupe Thomson a depuis fort longtemps habitude les observateurs à ces procédés de croissance externe où, plutôt que de gagner des parts de marché par croissance propre, il les gagne par rachat de concurrents. Mais, cette fois, la simultanéité de ces opérations, leur ampleur, leur caractère international laissent penser qu'il s'agit de restructurations fondamentales.**

**Objectif privatisation, rentabilisation à outrance et gains de compétitivité, internationalisation... Tous les éléments sont réunis d'une vaste offensive, contre l'emploi au premier chef, les salaires et les conditions de travail.**

**Autant dire qu'il importe de se pencher sur ces restructurations pour en saisir la logique.**

**S**IX ans déjà ! Dans le grand livre des rendez-vous manqués devra figurer en bonne place l'histoire des nationalisations de 1982. Des largesses dans l'indemnisation des possédants au régime autocratique instauré dans la Thomson autour de son PDG Gomez (membre éminent du PS, cofondateur du CERES avec J.-P. Chevènement), en passant par une adhésion pointilleuse aux lois du marché mondial : tous les ingrédients ont été réunis pour faire régresser dans la conscience des travailleurs l'aspiration légitime à une réappropriation par l'ensemble des producteurs des principaux instruments de production. Ce que nous appelons nationalisation.

## La nationalisation de 1982

Si « *la nationalisation est l'une des formes du génie français* », comme le déclarait Pierre Mauroy en novembre 1981, le « génie » de son gouvernement aura été de tout faire pour détourner les

travailleurs de cette vieille revendication ouvrière.

Cette nationalisation a d'ailleurs été très partielle. Sans reprendre ici le débat sur la question des filiales, la nationalisation de Thomson n'a concerné que Thomson-Brandt qui est un holding ; c'est-à-dire une société financière qui dispose de participations majoritaires ou décisives dans une série de filiales industrielles, celles-ci ayant souvent elles-mêmes un nombre important de filiales. Une filiale pourtant méritait sans aucun doute d'être nationalisée, puisqu'elle réalisait à elle seule en 1982 les deux tiers du chiffre d'affaires du groupe : Thomson-CSF. Plus paradoxal encore : l'essentiel de l'activité de cette filiale concernant des marchés d'Etat — armée, téléphone, équipement médical... —, c'était une raison de plus pour nationaliser. Tel ne fut pourtant pas le cas. Cette nationalisation s'est donc réduite à un simple apport d'argent frais par indemnisation des actionnaires. Entre 1982 et 1987, ceux de Thomson-CSF ont réalisé une substantielle capitalisation boursière : la valeur de leurs actions a été multipliée par sept.

Quand Alain GOMEZ prend les commandes de Thomson-SA, ce groupe de cent vingt mille salariés est très diversifié. Une position forte sur le marché français du grand public, 40 % du marché public du téléphone, numéro deux européen de l'équipement médical, numéro un européen de l'électronique professionnelle, premier producteur français de composants électroniques (semi-conducteurs et passifs), leader de l'industrie du câble et de la tréfilerie...

Le maître-mot de la direction de l'entreprise nationalisée sera : « la crise ». Celle-ci, via l'argument de l'accroissement de la concurrence internationale, servira à « justifier » une restructuration d'une ampleur inégalée autour de deux axes : compétitivité et rentabilité du groupe d'une part et, d'autre part, politique des « créneaux ». Celle-ci consiste à élarger, par cession et vente, l'ensemble des activités où Thomson ne dispose pas de position de leadership en Europe, voire dans le monde, et à acquérir par rachat de concurrents la « dimension internationale » dans d'autres activités.

Dès sa prise de fonction en 1982, Alain Gomez ne cache pas ses intentions. Recevant les organisations syndicales, il leur déclare : « *Il faut que les sociétés industrielles nationalisées soient rentables, compétitives et concurrentielles, notamment avec le Japon. (...) Si je considère qu'il faut installer des usines à l'étranger je le ferai. (...) La nationalisation ne garantit pas l'emploi, s'il le faut je procéderai à des licenciements. (...) Je serai pour [les conseils d'ateliers], mais à condition que cela n'amène pas l'anarchie et n'entame pas le rôle de la hiérarchie.* »

## Plus d'abonné au numéro demandé...

Le groupe Thomson a une longue histoire dans le domaine de la téléphonie. Arrêtons-nous aux seules dernières péripéties.

En 1976, Thomson entre en force dans ce marché par le rachat simultané de LMT et Ericsson-France. Thomson dispose alors de 40 % du marché public, de même que la CGE (via CIT-Alcatel), la CGCT disposant des 20 % restants.

Les quinze dernières années ont, dans ce domaine, été marquées par une évolution considérable de la technologie des centraux téléphoniques. On est passé de centraux électromécaniques (à relais) à des centraux tout électroniques de plus en plus performants. Le milieu des années soixante-dix voit s'opérer un accroissement considérable des mar-

chés d'Etat, le plan Galley visant à multiplier par cinq les lignes installées. Le taux d'expansion de ce secteur sera de l'ordre de 25 % par an.

Ces choix technologiques visent avant tout à des gains de productivité considérables. Les nombreux ouvriers auparavant utilisés pour le câblage et le montage des centraux à relais voient se développer une vaste offensive contre leur emploi. Le début des années quatre-vingt est marqué par des luttes, parfois dures, contre les licenciements dans ce secteur. Des régions comme le Trégor (Lannion, Guingamp), qui vivaient de la mono-industrie du téléphone, sont frappées de plein fouet par la fermeture des usines. Du fait de la carence des organisations syndicales à coordonner les luttes des entreprises appartenant à différents groupes, et au sein même de chaque groupe entre les différents secteurs d'activité, les plans de licenciements s'appliqueront avec la plus grande rigueur entre 1980 et 1983.

En 1984, Thomson signera avec la CGE un accord selon lequel l'ensemble des activités télécommunications (militaires exceptées) est cédé à la CGE, en contrepartie de quoi Thomson obtient la CEPEM (électroménager, marques Sauter et Thermor) et SINTRA (communications militaires et électronique pour sous-marins).

On peut voir alors à l'œuvre la double politique de la direction Thomson : accroissement de la compétitivité par introduction de techniques nouvelles, avec les suppressions d'emplois qui en sont le corollaire ; abandon du créneau de la téléphonie, faute d'avoir la perspective d'y conquérir une position de leader européen voire mondial.

L'ensemble de ces restructurations sera intégralement financé par le contribuable. On se rappelle le crédit de quatre milliards de francs généreusement ouvert par Giscard en 1976 à Thomson pour la téléphonie. Et la lettre de Laurent Fabius aux PDG de Thomson et de la CGE en 1984 : « *Après la mise de fonds initiale de l'Etat, les deux groupes assureront le financement de l'opération.* » ; mise de fonds initiale approchant le milliard de francs.

Comme cela se reproduira par la suite, les principaux intéressés, à savoir les salariés de la téléphonie et leurs organisations syndicales, apprendront la nouvelle par la presse... Ce qu'Auroux aurait sans doute appelé « la nouvelle citoyenneté à l'entreprise » dans le secteur nationalisé ! Quant au principal client, la DGT, malgré son opposition au fait de n'avoir qu'un seul fournisseur en situation de monopole, l'accord se fera par dessus sa tête.

Le « grand public », électroménager (« produits blancs ») et télévision HI-FI (« produits bruns »), est sans doute l'illustration majeure du pilotage à vue marqué de quelques balises (compétitivité, rentabilité, politique des créneaux), présenté par Gomez comme sa « stratégie ».

## Le grand public : objectif monde

L'accord récent avec General-Electric dans ce secteur semble y installer le groupe Thomson de façon durable. L'activité grand public était jugée auparavant peu rentable par le « président », trop soumise à la concurrence japonaise ou coréenne, voire de l'européen Philips, et rien ne laissait prévoir un maintien durable de cette activité dans le groupe, surtout pas les déclarations du PDG. Celui-ci a en effet longtemps caressé le projet d'une sortie discrète de cette activité par cession à un concurrent (japonais ?).

Tout en ne donnant aucune assurance sur l'avenir à terme de ce secteur, la direction Thomson y a néanmoins engagé dès 1982 une offensive à trois dimensions : installation de nouvelles formes d'organisation de la production, délocalisation d'activités vers les « zones franches » ou le Sud-Est asiatique, gains de parts de marché par « croissance externe ».

### ● Une nouvelle organisation du travail

L'installation de nouvelles formes d'organisation du travail dans les entreprises de l'électro-ménager et de la télévision vise des gains de productivité et l'objectif « zéro défaut » (voir tab. 1). Dans ces entreprises très taylorisées, cela se traduit par une extrême mécanisation et robotisation des productions, nécessitant des investissements lourds, dont l'amortissement rapide est assuré par l'augmentation considérable du temps d'utilisation des chaînes robotisées. Le moyen en est l'extension du travail en équipes, équipes en 3x8, équipes chevauchantes de jour, VSD (équipe de travail le vendredi soir, samedi jour et dimanche jour, environ trente heures en trois jours payées trente-neuf heures). Cela permet de répartir sur un plus grand nombre de produits le montant des investissements robotiques, en diminuant en même temps la valeur unitaire de chaque produit, ce qui le rend plus compétitif, sans régler entièrement le défaut majeur constaté du taylorisme que sont les malfaçons, les gâchis de

PRODUCTIVITE	1975	1979	1983	1987
Temps de fabrication d'un téléviseur en heures	16	10	3	2

Tableau 1

REPARTITION DES EFFECTIFS THOMSON	Y compris Thorn-EMI et GE-RCA	
PAYS	nb. d'usines	Effectifs (avec)
FRANCE	5	7 000
RFA	4	7 000
GB	4	4 300
USA	4	
MEXIQUE	2	
TAIWAN	2	
BRESIL	1	
CANADA	1	29 000
MAROC	1	300
MALAISIE	1	1 200
SINGAPOUR	1	1 800
ITALIE	1	2 200
		AU TOTAL ENVIRON

Tableau 2

MARCHE MONDIAL DE LA TELEVISION COULEUR	PARTS DE MARCHE
Sociétés	
MATSUSHITA	17,20%
PHILIPS	13,80%
GRUNDIG	3,10%
THOMSON	7,10%
GENERAL ELECTRIC-RCA	9,50%
SONY	9,70%
SANYO	7,70%

Tableau 3

QUANTITES	Télé. Couleur	Vidéo	Tubes
G.E.-RCA	3 800 000	2 400 000	5 000 000
THOMSON	3 500 000	1 000 000	3 200 000
TOTAL	7 300 000	3 400 000	8 200 000
Production mondiale	44 000 000	40 000 000	

Tableau 4

matières premières, le nombre important de défauts détectés en phase finale de contrôle, nécessitant des interventions pour rendre le produit vendable et grevant les coûts. L'objectif « zéro défaut » pour être atteint exige la mise en place des « cercles de qualité » (dont l'expression légale sera les « groupes d'expression » de la loi Auroux). Ceux-ci visent, par « l'adhésion volontaire des salariés aux objectifs de l'entreprise », à permettre un accroissement de productivité, la récupération au profit de l'entreprise du savoir-faire ouvrier, la régression des gâchis. Recul du rôle de la maîtrise, crédits d'heure pour les réunions d'expression, recensement des suggestions le plus souvent suivies d'effets, « formation » économique des salariés... Tels sont les ingrédients principaux de ces « nouvelles relations à l'entreprise » qui, outre qu'elles associent les travailleurs à leur propre exploitation, ont l'avantage pour les patrons de minoriser dans la plupart des cas les syndicats ouvriers. Mais il ne faut pas avoir du problème une vision trop unilatérale. Si, quand le taylorisme s'est imposé, sa motivation fondamentale était les gains de productivité, il en existait une seconde, aussi importante : réduire le poids des « professionnels », des compagnons, qui possédaient un savoir-faire indispensable et, à ce titre, pouvaient tenir la « dragée haute » à la maîtrise et au patron. Les « cercles de qualité » visent avant tout les gains de productivité. Dans une période de calme social, ils ont un rôle d'intégration. Mais, dans une période de remontée des luttes, cette réappropriation par la classe ouvrière de l'ensemble du processus productif peut se retourner en

son contraire. Un tel contrôle amenant la question : à quoi servent les patrons et la maîtrise ?

### ● La délocalisation

Dans les secteurs de la HI-FI ou de la micro-informatique, selon la direction, il ne suffit pas de contrebalancer la concurrence japonaise ou coréenne. La solution choisie sera alors celle de la fermeture pure et simple des entreprises en France (malgré leur caractère ultra-moderne) — Selimo à Moulins pour la HI-FI (quatre cent soixante salariés), Simiv à Saint-Pierre-Montlimard pour la micro-informatique (cinq cents salariés) — et le transfert de l'ensemble de la production dans le Sud-Est asiatique, et, en ce qui concerne la micro-informatique, la recherche et développement en Californie (voir tab. 2).

### ● La « croissance externe »

L'usage des procédés de « croissance externe » vise surtout à accroître les parts de marché. Il y a là une incontestable continuité que n'a pas interrompue la nationalisation : rachat de Nordmende (télévision, RFA, 1978), de SABA (*idem*, 1980), de Telefunken (*idem*, 1983), de Ferguson-Thorn-EMI (télévision, Grande-Bretagne, 1986)... et l'échec du rachat de Grundig en 1982 (voir tab. 3).

L'accord de l'été 1987 avec le trust américain General-Electric pour former une société sur le marché de la télévision couleurs et des magnétoscopes place Thomson en numéro trois du marché mondial de la télévision cou-

leurs, numéro deux dans la production de tubes cathodiques, et lui donne 10 % du marché mondial de la vidéo. Cet accord est porteur d'une logique de dénationalisation dont Alain Gomez ne fait pas mystère. A la question posée par des journalistes de *la Tribune*, le 7 octobre 1987, « Peut-on imaginer que Thomson-Grand public (...) fasse son entrée à la Bourse ? », Alain Gomez répondait : « Ce serait tout à fait logique. C'est simplement une question de calendrier. » (voir tab. 4)

### ● La « guerre des standards »

L'appel au marché financier par toute voie utile est sans aucun doute le projet de la direction Thomson pour financer les vingt milliards de francs qu'elle considère devoir investir dans ce secteur dans les dix prochaines années. C'est en effet dans ce laps de temps que doit se produire un bouleversement du marché de la télévision et des moyens qui lui sont associés. Les standards actuels sont en voie d'obsolescence rapide (procédés SECAM, PAL, NTSC) et doivent être remplacés par d'autres permettant la numérisation de l'image télévision, la transmission directe par satellite, la mise en œuvre de ce qui s'appelle déjà la télévision haute définition (image numérisée, écrans plats LCD couleur — cristaux liquides —, son type compact laser, etc.). Un accord récent entre Philips et Thomson imposera en Europe un standard commun de transition, le « D2 Mac Paquet », différent du standard japonais. Cette guerre des standards est un des éléments décisifs de la bataille commerciale.

Cette fusion, pour réussir (au sens capitaliste), implique d'harmoniser les gammes, de multiplier les sous-ensembles communs aux différents produits (permettant des « économies d'échelle »). Cela ne se fera qu'au prix de nouvelles offensives dans ce secteur contre l'emploi et les conditions de travail. Et ce, non seulement en France, mais sur deux ou trois continents.

### ● « Bruns et blancs »

Produits « bruns » et produits « blancs » : si les produits « bruns », et en particulier la télévision couleurs et la vidéo, voire de nouveaux équipements tels que le DAT (Digital Audio Tape, l'équivalent de la platine laser en lecteur de cassettes), font aujourd'hui incontestablement partie de ce que Gomez appelle le premier cercle, c'est-à-dire les activités stratégiques du groupe, les produits « blancs », eux, restent sur la sellette.

Le plus probable, mais ce n'est là qu'une hypothèse, est que la direction Thomson se débarrasse, dans le cadre de la privatisation ou avant, de ces activités produits « blancs » par cession à un concurrent japonais ou allemand, ne serait-ce que pour payer une partie de la facture du rachat de GE-RCA, soit huit cents millions de dollars environ. Les neuf mille cinq cents emplois de ce secteur sont donc grandement menacés.

## La recherche « stérilisée »

Le plus scandaleux sans doute du dernier « coup » du PDG Gomez, l'accord avec General-Electric, est la vente de la Compagnie générale de radiologie.

La CGR, qui figure dans l'orbite du groupe Thomson depuis 1938, est une société qui fabrique des équipements médicaux, appareils de radiologie, scanners, mammographes, échographes, imagerie médicale (résonance magnétique).

Filiale à cent pour cent de Thomson-CSF, la CGR faisait figure d'exception, puisque spécialisée dans la production et l'étude de matériels socialement utiles, alors que Thomson-CSF réalise environ 80 % de son chiffre d'affaires dans le militaire.

Avec un chiffre d'affaires de quatre mille huit cents millions de francs en 1986, un effectif total de six mille cinq cents salariés, dont trois mille trois cents en France (le reste se trouvant dans divers pays de la CEE, aux Etats-Unis et en Amérique latine), la CGR se situait dans son domaine d'ac-

tivités au cinquième rang mondial et au troisième rang européen.

Pendant deux décennies, la CGR a été largement subventionnée par les pouvoirs publics, ce qui lui a permis d'obtenir la place qu'elle occupe aujourd'hui dans sa spécialité. Le résultat actuel, la vente au géant américain General-Electric, signifie que ces subventions auront été allouées en pure perte.

Au-delà du scandale de ces subventions dilapidées, l'abandon de cette entreprise est lourd de conséquences. Seule entreprise française de son secteur, elle était amenée à coopérer avec les organismes publics de recherche médicale, en particulier en centre hospitalier. Son passage dans le giron de General-Electric va signifier rapidement l'abandon de toute recherche au profit de la seule exploitation des licences et brevets de la maison mère. C'est donc un pan entier de la recherche médicale en France qui se trouve « stérilisé ».

Un autre dessein était possible pour une entreprise nationalisée de ce secteur : l'instauration d'une collaboration étroite entre la CGR et la protection sociale, le développement conjoint de la recherche dans cette entreprise, de la recherche en centre hospitalier, de la coopération avec l'Assistance publique et la Sécurité sociale, dans le but unique de développer les moyens de prévention de la maladie. Tel pouvait être un objectif véritablement utile socialement. Le PDG Gomez, avec l'accord du gouvernement Chirac, en a décidé autrement : il a joué le marché mondial capitaliste contre la prévention sociale.

Encore une fois, l'emploi aura à souffrir dans ce secteur de cette politique de soumission à la logique du marché. Le responsable de cette activité dans General-Electric a d'ores et déjà déclaré : « *A court terme, la rationalisation va faire très mal.* » A lui seul, cet exemple résume ce qu'auront été les nationalisations de 1982 et la logique qui les sous-tendait.

## Multinationalisation des composants

En avril 1987 est annoncé un accord entre Thomson et STET dans le domaine des composants électroniques semi-conducteurs.

A l'exception des composants « stratégiques » (militaire et spatial), Thomson met dans la corbeille de mariage sa filiale Thomson-semi-conducteurs.

STET, holding italien spécialisée dans l'électronique et les télécommunications, dépendant de l'organisme éta-

tique IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale), met pour sa part sa filiale spécialisée SGS.

Thomson-semi-conducteurs (dix-septième mondial) et SGS (vingt et unième mondial) sont deux sociétés de taille comparable et ayant connu un développement similaire: délocalisation importante de leurs usines de montage, instauration d'une organisation du travail visant à opérer des gains énormes de productivité (robotisation, travail en équipe, VSD, etc.).

La société créée est partagée à égalité entre STET et Thomson. Avec un chiffre d'affaires de près de cinq mille millions de francs, elle se situera au douzième rang mondial et deuxième européen, et disposera de 3,2 % du marché mondial.

Dans leur course à la rentabilité et à la compétitivité, la production de cette entreprise est d'ores et déjà délocalisée (voir tab. 5). Cette délocalisation vers le Sud-Est asiatique ou certains pays méditerranéens s'explique par les faibles coûts salariaux pratiqués dans ces zones et la faiblesse d'organisation du prolétariat. Cependant, on assiste aujourd'hui à un « glissement » dans la politique de délocalisation. Des pays tels que la Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan, Singapour, etc. ont connu du fait de cette politique un développement industriel substantiel, voire même l'essor d'une industrie nationale. Le développement d'un prolétariat jeune et nombreux, dont les capacités de lutte se sont encore récemment manifestées en Corée du Sud, entraîne une hausse des coûts salariaux. Les multinationales s'installent donc aujourd'hui de préférence sur des terres plus vierges, la

Thaïlande, la Malaisie, Haïti... La récente crise économique à Singapour est largement liée à ce « glissement » (voir tab. 6).

Dans cette course effrénée à la rentabilité, le PDG de la nouvelle multinationale des composants a déjà levé le voile sur ses intentions: il a déclaré estimer en toute première approximation les sureffectifs à près de deux mille huit cents personnes, les usines les plus menacées étant celles d'Aix-en-Provence (sept cents), Tours (sept cents), Aix-les-bains (trois cents), Malte (sept cents), Rennes (quatre cents)... Il vise par ailleurs à accroître la productivité de ce secteur de 25 à 36 % en deux ans. On le voit, dans ce secteur aussi, la logique du marché mondial est celle du chômage planétaire.

## Electronique professionnelle

Thomson-CSF, filiale à 51 % de Thomson-SA, spécialisée dans l'électronique professionnelle d'Etat et en particulier le militaire (83 % du chiffre d'affaires), réalise à elle seule en 1986 plus de 55 % du chiffre d'affaires total du groupe. L'activité électronique professionnelle est très largement dominée par des entreprises américaines: sur les dix premières entreprises du secteur, neuf sont américaines, et le quatrième mondial est Thomson-CSF (voir tab. 7). Les résultats de Thomson-CSF, en 1986, et ceux que laisse entrevoir le premier semestre 1987 pour l'année en cours sont largement bénéficiaires. Etant donné la vente de la CGR, la

cession à une société détenue à 50 % des activités composants, le chiffre d'affaires de 1987 sera en régression apparente par rapport à 1986, mais en progression réelle d'environ 15 % à périmètre constant, et les bénéfices en progression d'à peu près 25 % après impôts.

Pourtant, la direction Thomson-CSF est en train de mettre en œuvre un plan de licenciement de deux mille cinq cents salariés dans l'électronique professionnelle, soit 7 à 8 % de l'effectif, dont mille quatre cents salariés de moins de cinquante-cinq ans (et mille cent mises en préretraite financées par le FNE). Etrange contraste, alors même que le carnet de commandes, qui s'élève à soixante-trois milliards de francs, représente près de deux ans d'activité, que les bénéfices n'ont jamais été aussi élevés, que le chiffre d'affaires progresse régulièrement !

### ● Sous-traitance

Ce qui rend compte des licenciements mis en œuvre par Thomson-CSF dans l'électronique professionnelle, c'est d'abord et avant tout une volonté de rentabilisation à outrance. Alain Gomez considère en effet que, pour une entreprise de sa taille et de son secteur, Thomson-CSF utilise trop peu la sous-traitance. Celle-ci présente l'avantage considérable pour le patronat de mettre à la disposition de l'entreprise une masse de main-d'œuvre capable de fluctuer rapidement en fonction des charges de travail, n'ayant aucun statut, travaillant dans des entreprises le plus souvent de moins de cinquante salariés, où les charges sociales sont réduites et

STM...SGS- THOMSON-MICROEL LECT.			
LOCALISATION	nombre d'usines	EFFECTIF	%
FRANCE	7	5 000	30%
ITALIE	2	4 500	27%
USA	2	1 400	8%
MAROC	1	1 900	11%
MALTE	1	700	4%
ASIE du Sud-est	4	3 300	20%

Tableau 5

PAYS	COUT SALARIAL HORAIRE 1979
HONG KONG	1,25 US\$
COREE DU SUD	1,14 US\$
TAIWAN	1,01 US\$
FRANCE	8,17 US\$

Tableau 6

THOMSON-CSF	1986	1er sem. 1987
Chiffre d'affaire consolidé	36 milliards	17,6 milliards *
Bénéfice net	2,2 milliards	1,5 milliards

Tableau 7

ACTIVITE	% prix total	Activités couvertes par Thomson et filiales
MIRAGE		
Cellule avion	24%	néant
Armement	22%	Thomson-CSF, Thomson ind.
Equipements	24%	Thomson-lucas, Bronzavia, Air-equipt, ABG-Semca
Moteurs	15%	néant
Electronique	15%	Thomson-CSF

Tableau 8

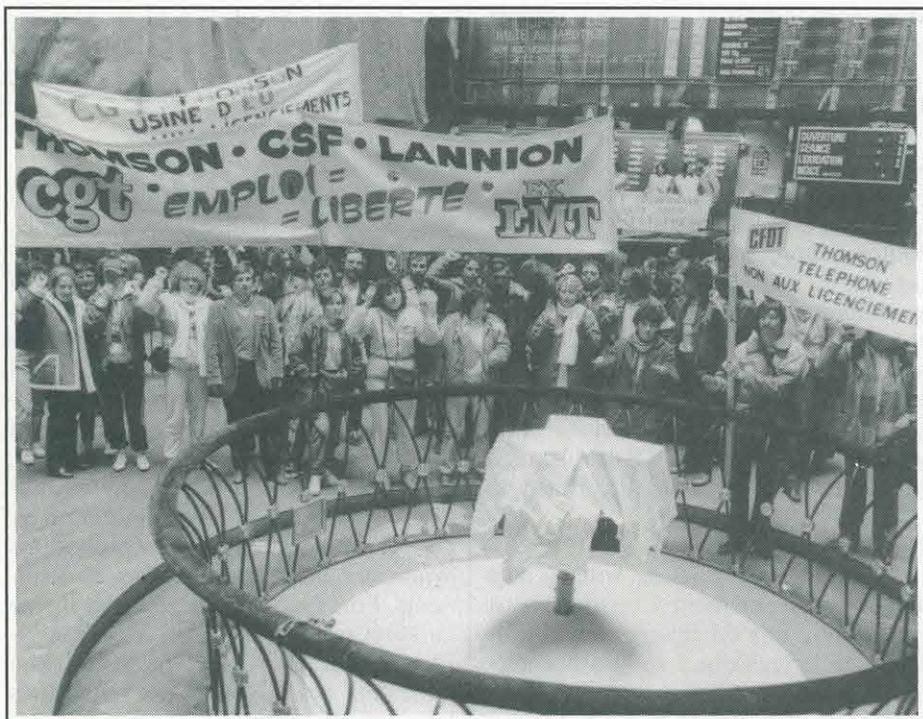
MOYEN-ORIENT	43%
EUROPE OCCIDENTALE	20%
AMERIQUE DU NORD	11%
EXTREME-ORIENT	9%
AMERIQUE LATINE	7%
AUTRES	10%

Tableau 9

Année	MOYEN - ORIENT + ALGERIE		
	Revenus pétroliers	Dépenses militaires	% des revenus
1980	185	30	16,20%
1982	140	40	28,60%
1984	110	60	54,50%
1985	80	60	75,00%

milliards de \$ US

Tableau 10



les organisations syndicales inexistantes. Le résultat ne peut être que la multiplication de ces « ateliers extérieurs » que sont les entreprises de sous-traitance et, en corollaire, la mise en place d'une classe ouvrière duale. C'est donc sans doute vers une liquidation partielle de la production dans Thomson-CSF, au profit de la sous-traitance, que se dirige la direction. Cela sera probablement confirmé par le prochain plan de licenciements, qu'en toute hypothèse on peut prévoir pour le milieu de l'année 1988, selon les propos mêmes tenus par Gomez lors de sa dernière conférence de presse.

### ● Le « tout militaire » ?

La direction Thomson-CSF s'oriente par ailleurs vers le « tout militaire ». Les marchés y sont juteux. C'est ainsi que Thomson bénéficie largement d'opérations telles que la vente de vingt Mirages F1 à l'Irak décidée récemment par Chirac (voir tab. 8). Il est tout à fait certain que l'ensemble de ces activités rapporte plus à Thomson qu'à l'avionneur Marcel Dassault lui-même. Mais il y a là un pari politique insensé, qui est celui de la multiplication des conflits localisés du type de la guerre Iran-Irak.

La direction Thomson est prête à tout miser sur la pérennité de tels conflits pour assurer ses activités électroniques professionnelles et ses profits. Pari d'autant plus hasardeux que la concurrence dans ce secteur devient plus intense. Du fait de la baisse du dollar qui rend les industries américaines fort compétitives, de la ventilation particulière des zones d'exportation des

marchands de canons français (voir tab. 9) frappés de plein fouet par la baisse conjointe du dollar et des cours du pétrole, et donc du « pouvoir d'achat » des pays du Moyen-Orient, que Gomez malgré ses prétentions et ses rodomontades n'avait aucunement prévue, ainsi que de l'accès de pays semi-industrialisés de plus en plus nombreux sur le marché international des ventes d'armes, et sur leur propre marché intérieur (voir tab. 10).

Le choix du « tout militaire » ne peut avoir que des conséquences désastreuses pour l'emploi. S'il constitue une source d'accumulation et de profits considérables, c'est au prix de la multiplication des guerres et, compte tenu des sommes engagées dans les politiques d'armement, au prix de coupes claires dans les dépenses d'équipement civiles et sociales.

Les discours sur l'industrie d'armement pourvoyeuse d'emplois se sont finalement avérés être du baratin : cette production répond à des marchés très volatiles, strictement dépendants des guerres en cours ou des lobbys militaristes. De gros profits à la clef, mais aucune stabilité de la demande. Même du point de vue capitaliste, le pari d'une entreprise comme Thomson est absurde (voir tab. 11).

Les travailleurs du groupe, et évidemment les peuples en général, n'ont aucun intérêt au développement des industries d'armement.

Dans l'activité des grands groupes industriels, la finance devient un nouveau métier où, sur le tapis vert de la spéculation internationale, les directions patronales jouent des milliers d'emplois. Le scandale Volkswagen a

SECTEUR D'ACTIVITE	NOMBRE D'EMPLOIS CRES POUR UN INVESTISSEMENT D'UN MILLIARD DE \$
EDUCATION	187 000
SANTE	139 000
BATIMENT	100 000
PROGRAMMES CIVILS	86 000
PROGRAMMES MILITAIRES	76 000

récemment illustré les risques encourus, ceux dans ce cas de la perte d'une année de bénéfices.

## La finance : un nouveau métier ?

Thomson n'échappe pas à la règle d'un marché de plus en plus spéculatif. Il est tellement plus profitable de spéculer que d'investir. Thomson a donc créé de toutes pièces une branche finance dont la seule activité est la spéculation. Spéculation sur les taux de change des monnaies : quoi de plus facile pour un trust ayant une telle ventilation de ses ventes et de ses productions ? Cette seule activité aura rapporté en 1986 plus de quatre cents millions de francs... Peu importent les conséquences sociales de ces spéculations, seul compte le profit !

Les grandes entreprises bénéficient de l'internationalisation totale du marché financier et disposent d'une énorme masse de capitaux spéculatifs. Sur les marchés militaires, il se passe de quatre à sept ans entre la signature d'un contrat et la livraison d'un matériel. Les clients versent donc à la signature du contrat des avances. Ce sont ces avances clients qui servent de masse de spéculation à des sociétés telles que Thomson-CSF ; il faut dire qu'elles s'élevaient en 1986 à près de vingt-huit milliards de francs.

Le profit est roi, tel est en substance ce que répond Alain Gomez à ses détracteurs. Tel est, en effet, la clé de toute sa politique. Autant dire que le récent krach boursier, particulièrement sur le MATIF, va entraîner des pertes financières considérables ; que Gomez va s'empresse de faire payer aux salariés de son groupe sous forme de licenciements.

## Six remarques en guise de conclusion

### 1. Nationalisation

Six ans après, force est de reconnaître que la nationalisation de 1982 n'a été que l'instrument de ces restructurations, avec son cortège de licenciements, de régression des acquis ouvriers, d'instauration de nouvelles formes de travail accroissant la pénibilité, de fermetures d'entreprises pour délocaliser la production en particulier vers le Sud-Est asiatique. Le PDG de Thomson a décidé de brader le secteur médical d'une entreprise nationalisée, et l'utilise comme petite monnaie de son

Monopoly industriel, voilà qui résume ce qu'ont été ces nationalisations !

En janvier 1986, Laurent Fabius déclarait à « L'heure de vérité » : « *Souvent, c'est à nous qu'est revenu de faire le sale boulot. (...) C'est le courage et l'honneur de la gauche de l'avoir fait.* » Ces fortes paroles trouveront à n'en pas douter l'approbation d'Alain Gomez ; gageons qu'il en est tout autrement pour les milliers de travailleurs qui ont eu et ont encore à subir les effets de cette politique, souvent encore aggravée sous la houlette du gouvernement Chirac. Gomez aura fait le « sale boulot », il ne reste plus à Chirac et Balladur qu'à empocher les dividendes en privatisant.

### 2. Déréglementation

Il est nécessaire ici de noter à quel point le gouvernement Chirac a réussi à introduire une déréglementation profonde de la législation sur les licenciements « économiques », dont la clé de voûte est l'abrogation de l'autorisation administrative. Il n'y a plus aujourd'hui aucun contrôle *a priori* des licenciements, ce qui laisse place à l'arbitraire total du patronat pour déterminer les effectifs et les listes de licenciés. Le plan de licenciements à Thomson-CSF essuie les plâtres de cette déréglementation.

### 3. Spéculation

L'énorme activité spéculative du groupe Thomson, bénéficiant des déréglementations du marché financier introduites par le gouvernement de gauche en 1983 et, en particulier, ce marché hautement spéculatif qu'est le MATIF, a dû entraîner des pertes considérables lors du dernier krach boursier. Ces pertes dans l'activité spéculative ne peuvent avoir qu'un effet cumulatif avec la récession internationale qui est en gestation et que ce krach a révélée. Elles ne peuvent entraîner qu'une accélération des restructurations et des licenciements en cours.

### 4. Internationalisation

Le groupe Thomson est aujourd'hui un groupe fortement internationalisé. Ce sont près de 50 % de ses effectifs et de ses implantations qui sont à l'étranger. La répartition se fait sur trois continents : Europe, Amérique, Asie. Aussi bien pour ses intenses activités financières que pour ses activités industrielles, le marché national s'avère un cadre dépassé pour la politique des grands groupes ; leur essor est aujourd'hui à la taille du marché mondial. Dans les rachats et coopérations se dégagent pour le groupe Thomson deux axes, l'un européen, l'autre Europe-Amérique. Il semble que telle soit la logique de la plupart des grands grou-

pes français (SNECMA-General-Electric, CGE-ITT, Matra-Harris, et peut-être bientôt Airbus industrie-Mac Donnel Douglas ?).

### 5. Les luttes

Un tel niveau d'internationalisation, une répartition mondiale des effectifs, pose évidemment un problème considérable du point de vue de l'organisation des luttes. Les organisations syndicales sont pour l'essentiel inscrites dans les cadres nationaux et ne sont pas à la dimension des grands groupes industriels multinationaux. L'organisation des luttes dans ces groupes exige, par-delà les cultures politiques et syndicales différentes, une collaboration et coopération étroites des organisations syndicales de nombreux pays et continents. Force est de constater que, même au strict niveau européen, les organisations syndicales ne se sont pas mises à la hauteur des exigences des luttes dans les multinationales.

### 6. L'emploi

Cet article montre à quel point la question de l'emploi est au centre de toutes les restructurations en cours. A quel point aussi, face à une telle offensive, cette question doit devenir centrale dans l'activité des organisations syndicales. L'exemple de l'IG-Metall en Allemagne, qui en a fait l'axe de son activité, devrait être suivi partout en Europe. L'idée même d'une campagne européenne pour les trente-cinq heures sans perte de salaire devrait faire son chemin. En France, les licenciements à Thomson-CSF, dont une part de l'activité est celle d'équipementier aéronautique, ceux de chez Dassault et ceux de l'Aérospatiale ou de la SNECMA et de leurs filiales devraient ouvrir la voie à des initiatives convergentes de lutte pour la défense de l'emploi dans le secteur aéronautique.

Henri Viguière

## Brève histoire du groupe Thomson

Il était une fois... C'est ainsi que pourrait débiter l'histoire du groupe Thomson si elle n'était d'abord celle de l'exploitation de générations de travailleurs et d'une accumulation de capitaux provenant bien souvent des profits de la guerre : ceux des marchands de canons.

C'est en 1893 qu'est créée par des industriels français, avec une participation américaine qui ne disparaîtra qu'en 1952 (vente de ses parts de 18 % dans Thomson par... General-Electric), une société visant à exploiter les brevets des physiciens américains Elihu Thomson et Edwin Houston, cette société prendra le nom de Compagnie française Thomson Houston (CFTH). Elle déploiera son activité dans les domaines de l'éclairage et de la traction électrique (matériel ferroviaire, tramways).

Dès le début des années vingt s'ouvre l'ère de la diversification des applications, professionnelles ou grand public, de l'électricité. Ainsi, en 1928, la CFTH pénètre le domaine de la radio grand public (et bientôt de la télévision) par le rachat de la société Ducretet. En 1929 est créée une filiale commune à la Société alsacienne de construction mécanique et à la CFTH, l'Alsthom (célèbre dans les années quatre-vingt pour la construction du TGV), spécialisée dans l'électrotechnique.

Entrée dans le marché de la transformation du cuivre et de la tréfilerie en 1934, dans la radio professionnelle en 1936, rachat de la Compagnie générale de radiologie en 1938, la CFTH connaît pendant ces années une croissance régulière et une diversification constante. Elle compte sept mille salariés en 1945.

C'est en 1965 qu'intervient la fusion entre la CFTH et le groupe Hotschkiss-Brandt qui donnera sa « véritable identité » au groupe Thomson.

**1965**, année de la réélection de De Gaulle à la présidence de la République, est la septième année d'existence de la V<sup>e</sup> République et de l'Etat fort. Les années cinquante, soixante et soixante-dix seront celles d'une intense concentration capitaliste dont la plupart des grands groupes français tirent leur origine. Thomson n'échappe pas à la règle. C'est ainsi que la moyenne annuelle des fusions d'entreprises a été de dix-huit de 1900 à 1945, de quatre-vingt-cinq de 1950 à 1960 et de cent quatre-vingt-cinq de 1960 à 1970. A elles seules, les industries électromécaniques représentent 15 % du total.

Ces opérations de concentrations industrielles s'accompagnent d'un intense développement du capital financier qui contrôle ces opérations et opère les

partages de marché ainsi que les rectifications d'activité des différents groupes. Les deux principaux groupes financiers français, en voie de reconstitution à l'heure des privatisations Balladur, pèsent de tout leur poids dans les restructurations de l'industrie électrique. Le premier, Paribas, qui contrôle le groupe Thomson ; le second, Suez, qui contrôle la CGE.

Enfin joue un rôle décisif dans l'essor des industries électriques le développement des marchés d'Etat : électronique de défense, téléphonie, Plan calcul, bombe atomique française. L'Etat aura un rôle clé dans le développement de ces groupes et dans les restructurations qui l'accompagnent.

Le groupe Hotschkiss-Brandt qui fusionne en 1965 avec la CFTH est composite ; il couvre aussi bien les marchés de l'électroménager (Brandt) que de l'armement (Brandt et Hotschkiss).

Le groupe Thomson-Brandt ainsi créé compte, en 1965, trente mille salariés. Mais il ne prendra sa physionomie véritable que par l'absorption, en 1968, de la Compagnie générale de télégraphie sans fil (CSF), Paribas qui possède une participation importante dans CSF s'assurant ainsi un contrôle déterminant du groupe Thomson.

C'est une position prédominante sur les marchés de l'électronique professionnelle (émetteurs radio et télé, radars, électronique de défense, tubes et composants électronique...) qu'acquiert le groupe Thomson-Brandt en créant sa filiale Thomson-CSF en 1969.

**1969** : le « Yalta de l'électronique », accord de partage des marchés entre Thomson-Brandt et CGE, sous la houlette des financiers Paribas et Suez. A la CGE reviennent les télécommunications et l'électrotechnique (de ce fait l'Alsthom devient filiale CGE). A Thomson, l'électronique professionnelle, l'informatique (c'est à ce titre que Thomson récupérera en 1974 les « débris » de l'échec du Plan calcul) et le marché grand public (électroménager et télévision).

**1984** : second « Yalta » où, après avoir pénétré derechef le marché des télécommunications par le rachat de LMT et Ericsson France en 1976, Thomson cède toute cette activité à la CGE qui devient ainsi détentrice de 80 % du marché français de la commutation publique. Par cet accord, Thomson achève son quasi-monopole du marché français grand public et de l'électronique professionnelle (reprise de Cepem et Sintra).

# Leur printemps, l'hiver dernier

Michel LEQUENNE

**N**OTRE *printemps en hiver*<sup>1</sup>, dont David Assouline et Sylvia Zappi sont pour partie auteurs et pour partie maîtres d'œuvre, mais qu'ils appellent modestement « dossier », paraît après les ouvrages dont Gérard Filoche rendait compte dans notre numéro 63<sup>2</sup>. Ce livre ne peut être considéré, ainsi que ces derniers, comme un point de vue particulier sur le mouvement de la jeunesse de novembre-décembre 1986, mais bien plutôt à la fois comme le « livre blanc » officiel de ces événements — accumulant les documents, des résolutions d'assemblée aux chansons anonymes en passant par des extraits des journaux de lycées et de facs et des interviews — en même temps que leur histoire — photographie et somme — et les leçons de celle-ci tirées avec une remarquable hauteur de vue, par deux membres de la « Coordination nationale », donc de ces « leaders » temporaires, nés du mouvement spontané, et qui n'ont dû leur rôle qu'à la fidélité avec laquelle ils l'exprimaient.

Pas question, donc, de résumer ici une telle masse de faits et de textes, mais seulement d'essayer d'en dégager l'apport et le sens, qui n'ont d'ailleurs pas échappé aux auteurs.

## Et d'abord, d'où cela jaillissait-il ?

Que certains aient pu en observer les prodromes n'empêche pas que la boule de neige de la grève quasi générale des facultés et, très large, des lycées, jetant sur le pavé des masses énormes d'étudiants et de lycéens, fut une surprise générale et un choc, sans pareils depuis 1968.

Même les parents et enseignants de gauche s'étonnaient de cette génération que la presse avait baptisée « bof génération ». Le mouvement allait révéler — en creux — les déterminations de ses

particularités : première génération, depuis plus de quarante ans, à être née en situation de crise économique, de fin de plein emploi et de chômage massif, elle y a pris un coup de sérieux, en particulier face au travail scolaire ; elle s'est développée en pleine crise générale des valeurs, et en particulier de celles du « mouvement ouvrier » en décomposition, et elle paraît ne croire en rien, pleine de méfiance en les « appareils », les discours, les délégations de pouvoir incontrôlées ; enfin, elle est la génération de la « révolution informatique » et de la domination culturelle des « mass media », et cela, c'est la plus grosse boîte à surprises.

De tous ces éléments, la plupart des observateurs, en particulier des spécialistes scientifiques, pédagogues, sociologues, philosophes... ne voyaient que l'aspect négatif. A plus forte raison les politiciens et bourgeois de tout acabit, pourtant à l'origine des phénomènes qui tendaient à conditionner cette jeunesse. Beaucoup d'ailleurs se félicitaient de constater leur « succès » : comme, dans l'ensemble, ils étaient sages et studieux, ces jeunes, indifférents à la politique, et bons concommateurs, en plus !

Comment toute cette génération a-t-elle donc été atteinte d'un coup du SIDA mental de la rébellion ? Pas de doute, il fallait que le virus lui eût été inoculé par des agitateurs professionnels. Nos hommes de pouvoir, même quand ils ne sont pas policiers par vocation comme le ministre de l'Intérieur, partagent équitablement la conception policière de l'histoire. Les agents de l'Est étant notoirement devenus inadéquats, ils empruntèrent au stalinisme (paradoxe !) le spectre du « trotskysme » (que les fascistes du GUD et de l'UNI rétablirent comme agents de l'Est). Cela tombait bien, quelques têtes de file du mouvement l'étaient — dont David Assouline qui, vieilli d'une dizaine d'années et bien



D'où cela jaillissait-il ?

grimé, faisait une assez bonne tête de Turc. Malheureusement, cela ne prit pas plus que le « Juif allemand » d'il y a vingt ans. Des milliers de jeunes découvrirent ce « trotskysme » avec plutôt de la sympathie. Mais, en général, ils se foutaient des « passeports politiques ». Ils savaient ce qu'ils faisaient. La stupidité des hommes du pouvoir face à un événement de cette ampleur s'étale dans le livre de façon assez réjouissante, avant de virer au tragique avec la répression qui débouche sur le meurtre de Malik Oussekin.

L'incompréhension, niveau *sum-mum*, du gouvernement est ce qui a fait passer une revendication, somme toute limitée à un problème universitaire, jusqu'à la problématique politique générale du devenir de la société.

Mais l'incompréhension de la presse — dont la mission comporte en principe l'observation attentive des événements — ne s'est pas trouvée beaucoup moindre que celle des politiciens, du « *les jeunes sont passés à droite* » du *Fig.-Mag.* du 6 septembre, au « *qu'ils sont sages ces étudiants* » du *Monde* du 20 novembre.

Même les enseignants — peut-être, paradoxalement, parce qu'ils sont le plus directement en contact avec les jeunes — ont dû, pour la plupart, attendre le développement du mouvement pour s'y engager, et encore le plus souvent de façon réservée. De belles exceptions toutefois, telle celle de cette enseignante de Paris VII (Jussieu) qui parle d'un « *mouvement sublime* ».

Quant aux syndicats ouvriers, ils ont été maintenus le plus possible en retrait par leurs bureaucraties, du refus de la grève générale par la CGT aux « *conditions* » de Maire, se dépêchant, ainsi

que FO, de déclarer la manifestation du 10 décembre inopportune dès l'annonce par Chirac du retrait de la loi Devaquet. Tous ces gens ont eu une peur bleue de voir, comme en 1968, une conjonction du mouvement de la jeunesse et d'une grève générale. Et, en effet, que se serait-il passé si la grève des cheminots avait eu lieu en même temps que celle des facs et des lycées ?

Autre paradoxe, c'est d'abord et surtout par l'intermédiaire direct des parents que le mouvement a trouvé le soutien de masse que celui de 1968 n'avait pas eu. Ils étaient bien placés pour comprendre, ces parents — et bien au-delà de ceux qui avaient « fait » 1968 — que, au travers de l'avenir de leurs enfants, qu'ils percevaient individuellement comme si incertain, c'était tout l'avenir qui était mis en question. En plus, voilà que l'on se mettait à tirer sur eux.

## Quinze jours qui politisèrent une génération

Des états généraux étudiants du 22 novembre à l'assassinat de Malik Oussekin, il y a exactement quinze jours. En ces deux semaines, une génération a pris une conscience d'elle-même que n'avait pas suffi à lui donner la réponse, pourtant massive, aux appels de SOS-Racisme.

La vérité oblige à dire qu'elle est entrée dans ce mouvement avec les caractères encore simples que les observateurs lui connaissaient, mais dont ceux-ci méconnaissaient les potentialités : souci (au fond, pour chacun, indi-

viduel) de ne pas rencontrer d'entraves artificielles — par l'argent et les sauts d'obstacles de plus en plus élevés — au jeu de parcours vers une profession. Mais ce que les hommes de pouvoir n'avaient pas compris, c'est que ce sérieux un peu triste, né de la dureté des temps gris, n'avait rien d'une jobardise offerte aux discours médiatiques. Pas de génération, au contraire, plus critique à l'égard des mots creux et des diversions en forme de circonlocutions se mordant la queue. C'est vrai qu'ils aiment la pub, mais avec indifférence aux produits qu'elle vante.

Les ministres les accusent de ne pas avoir lu leurs projets de décrets. Eux leur démontrent qu'ils les ont *analysés*, et que ce n'était pas au prix du changement de quelques mots, voire paragraphes, qu'ils céderaient.

Il n'empêche que tous ne savaient pas ce que la bourgeoisie cherchait vraiment à atteindre au travers de la sélection : son projet de société. Dans la montée de la tension, les cartes sont tombées sur la table.

Ces jeunes, que toute politique — parce que politicienne — laissait indifférents et où ils ne voyaient que magouilles de sommets inaccessibles, voilà qu'ils se sont penchés sur elle en lisant les journaux qui, tout à coup, parlaient d'eux. Et ce qu'ils découvraient les remplissait d'une saine indignation. « *C'est dégueulasse !* » fut leur mot multiplié par plus d'un million. Par centaines de milliers, des paires d'yeux s'ouvraient.

L'Etat, la plupart l'avaient cru l'ordonnateur de l'intérêt général. « *CRS, vos enfants sont aussi des étudiants* », criaient-ils à la première manifestation. Mais les CRS, ils n'allaient pas tarder à comprendre qu'ils étaient d'abord et essentiellement le bras armé du capital, et que leurs rangs n'étaient perméables que dans un seul sens, celui qui permettait le passage de groupes de fascistes du GUD ou de provocateurs-casseurs, jamais vus, jamais pris.

La conviction ayant échoué, était venu le temps de l'intimidation : les tirs tendus qui mutilent et, au bout, la bavure fatale : l'assassinat de Malik.

Le crime — comme c'est souvent le cas en politique — était, en plus, le comble de la stupidité. Ce sang fut véritablement celui de l'accouchement de la génération comme génération politique : étudiants et lycéens n'étaient plus qu'un seul corps meurtri, et qui connaissait son ennemi : « *On s'en souviendra en 1988 !* », criaient-ils maintenant. Ils étaient déjà antiracistes ; ils comprenaient maintenant la logique et la fonction politique du racisme, d'autant que, la même nuit que Malik, un flic ivre tuait à Argenteuil un jeune

Maghrébin et que le secret en était bien gardé.

## Des formes nouvelles d'organisation

Le coude-à-coude des manifs, c'est déjà très différent de celui des concerts de rock, même s'il s'agit de ceux de SOS-Racisme. La manif, ce n'est pas seulement la réponse à un appel ressenti comme juste, c'est la réponse à son propre appel, surtout ces manifs-là.

La manière dont l'action fut organisée révèle, elle aussi, *l'endroit* positif de ce dont on n'avait perçu que *l'envers* : la méfiance envers l'organisation des partis — y compris ceux du monde du travail — et des syndicats — fût-ce même ceux du monde étudiant. Ce que les adultes ne rejetaient qu'avec mauvaise conscience, dans un silence morose : la délégation de pouvoir incontrôlée, la cristallisation des bureaucraties, les décisions s'inversant entre congrès et application et négociation, les jeunes y substituèrent, en les réinventant (car il est vrai qu'elles ont existé à toute époque montante de révolution), *la démocratie directe*, le mandat clair et net, limité dans le temps, pour l'action immédiate, le compte rendu sans délai du mandaté devant ses mandants, la révocabilité possible à tout moment (dont Monory, « *la main de fer dans un gant de balourd* », comme dit le *Canard*, ignorait jusqu'à la notion), le refus de toute négociation secrète...

Jadis, le non-organisé, le non-syndiqué, c'était celui qui avait le moins de conscience. Aujourd'hui, c'est celui qui refuse d'être manipulé, c'est celui qui veut un autre rapport de votant à « député ».

Ceux qui n'ont pas compris le sens profond de cette création spontanée l'ont payé durement, telle Isabelle Thomas, rejetée autant pour crime de « vedettariat » (qui en dit long sur la réception des vedettes), que parce qu'elle était connue comme membre de la direction de l'UNEF-ID, sans que ce syndicat soit spécialement rejeté, mais auquel il n'était pas question de donner un mandat « en blanc » de représentation.

Il faut admettre que la démocratie directe dispose désormais de moyens techniques, naguère inexistants, dont la préhistoire est courte (le déclenchement de la grève des postiers de 1953, la diffusion directe des négociations de Solidarnosc...). Le mouvement de l'hiver dernier fut une grande première moderniste.

Vous vouliez des techniciens ? Chantres de l'empirisme ! Vous avez



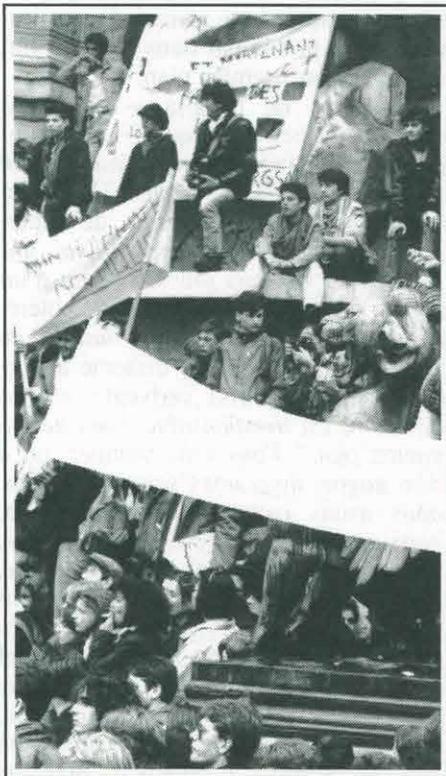
qui sont descendus !" Vous savez ce qui les fait chier ; ils se disent : ils descendent... ils remonteront jamais... »

On peut attendre beaucoup de ceux qui pensent et écrivent comme ça. Face à l'avenir que leur mitonnaient (et continuent à leur mitonner) les « Pas-qu'oié » et « autres connards à col amidoonné » (la « lycée-haine » *dixit*), ils commencent à méditer sur un autre avenir, sans pareil fossé entre les générations, entre les travailleurs manuels et intellectuels.

L'autre nouveauté, et d'une égale importance sinon supérieure, c'est la place et le rôle des filles dans le mouvement.

1968 avait été assez machiste, et le MLF n'en était sorti que plus tard, isolé, et par la tangente. Mais le féminisme a eu des effets profonds. Les jeunes femmes d'aujourd'hui, qu'elles le sachent ou non, sont à n'en pas douter les filles du MLF, « plus obligées d'avoir l'air totalement soumises et idiotes ».

Pas toujours comme coulant de source, elles parviennent toutefois à s'imposer à égalité à tous les niveaux du mouvement, direction et service d'ordre compris. Et si des différences de comportement subsistent, comme on pouvait s'y attendre, ce ne sont pas toujours de simples séquelles de l'aliénation séculaire, mais parfois promesses, sur deux plans, d'un changement nécessaire à imposer au comportement masculin : refus et rejet des tendances à la lutte pour « le pouvoir » et, inversement, investissement préférentiel dans les tâches efficaces, les réalisations privilégiées par rapport au débat. Le livre symbolise



assez bien cette tendance à l'égalité, avec ses deux auteurs, et la manière dont ils se sont partagés le travail.

## Vers l'avenir

La génération de 1986 a été la première à être « nourrie aux arguments plutôt qu'à l'autorité, au dialogue plutôt qu'à l'ordre, à la raison plutôt qu'à la force » (D. Schneideman, *le Monde* du 11 décembre 1986). Cela aussi l'a faite raisonnable. Elle était à la porte de la vie active en sachant qu'elle n'avait chance d'avoir demain du boulot qu'en bûchant pour passer les examens. Tout à coup, elle a appris qu'on allait tricher avec ses pauvres chances, que la course qu'on lui préparait allait ressembler à celle de *la Chasse du comte Zaroff*. Elle a découvert que la sélection bourgeoise était celle de la rareté, celle qui favorise les favorisés, du type de ce Paul Lescot, agrégé de mathématiques à dix-neuf ans, membre par ailleurs du parti de Giscard, qui se vante : « Je suis de ceux qui n'ont pas fait la grève de novembre et décembre derniers, car je trouvais la loi Devaquet globalement bonne », après avoir dit : « Les programmes sont conçus de telle façon qu'il y a de quoi dégoûter n'importe quel individu. » Détail ! Ce jeune homme a eu la chance de fréquenter l'association parisienne Jeunes vocations scientifiques, littéraires et artistiques. « Réserve aux petits prodiges assoiffés de savoir, ce club très privé [qui] sélectionne ses jeunes membres selon leur intellect » (*le Monde* du 28 juillet 1987). Gratuit ? On ne nous en informe pas. Mais la socio-biologie chère à l'extrême-droite ne nous dit-elle pas que fric et quotient intellectuel sont déterminés par les mêmes gènes. Donc, que quiconque n'a pas le QI et le fric pour devenir agrégé se satisfasse de devenir plèbe, et tout sera dans l'ordre du profit qui continuera, du moins on l'espère, à s'accumuler.

Les futurs TUC et travailleurs à contrat à durée déterminée, les futurs techniciens futurs licenciés pour cause de dépassement par la technique, les futures condamnées au travail partiel (ne faut-il pas qu'elles fassent des gosses pour augmenter le nombre de chômeurs ?), tous et toutes ne l'ont pas entendu de l'oreille de Paul Lescot. Ils ont dit non à cette sélection. Leur conscience politique moyenne ne va peut-être pas plus loin, pour l'instant, que ce refus et celui des hommes qui leur ont tendu ce piège et continuent à songer aux moyens de le faire fonctionner. Mais ce niveau est un excellent point de départ.

Le pouvoir et toute la droite continuent à tourner la discussion sur l'ina-

déquate de l'université française aux besoins du monde moderne. Sur ce point, ils ont d'autant moins tort que le maintien de son archaïsme est leur fait et celui des leurs. Tout le problème — le vrai — est celui de savoir dans quel sens l'université doit être réformée. A l'université-entreprise, le mouvement a opposé idées et contre-projets. Sylvia Zappi a laissé le dernier mot des cinq pages, denses et fortes, de sa conclusion à Pierre Bourdieu qui, dans *Libération* du 4 décembre 1986, sous le titre de « A quand un lycée Bernard Tapie ? », a posé la pierre angulaire de la solution du problème en même temps qu'un pronostic : « S'agissant d'éducation, rien de grand ne peut se faire sans une mobilisation autour d'une idée de l'homme [Sylvia Zappi ajoute : "et de la femme"] et de la société. C'est une chose que sentent et que disent les lycéens et les étudiants : ils sentent qu'ils n'ont pas de vraie place dans une société qui n'est pas capable de penser l'avenir. C'est pourquoi le mouvement présent n'a rien d'un feu de paille. Et même si, dans sa forme visible, manifestée, il vient à disparaître, il continuera à exister aussi longtemps que les questions qu'il pose (...) n'auront pas été explicitement et résolument affrontées. »

Le mouvement lui-même en a été parfaitement conscient, qui termina la motion de son assemblée générale nationale des 11 et 12 décembre 1986 par ces mots : « Plus rien ne sera comme avant. »

**Michel Lequenne**

1. Editions La Découverte.

2. *Critique communiste* n°63, mai 1987.

3. A noter que les cheminots, qui devaient reprendre aux étudiants leurs méthodes de démocratie directe, n'étaient pas encore prêts en décembre à faire cause commune avec les étudiants et à imposer leur transport gratuit contre la hiérarchie de la SNCF.

# Pour une nouvelle stratégie démocratique ?

A propos d'un livre de Jean-Christophe Cambadélis\*

Antoine ARTOUS

Confronter le marxisme aux « droits de l'homme » et à la question de la démocratie est devenu une mode. Le jugement est souvent, on le sait, catégorique : il serait vain de vouloir chercher dans le premier un fondement pour le second. A l'inverse, une certaine tradition — y compris dans notre courant — répond parfois qu'il n'y a de ce côté aucun problème et qu'il suffit de restituer la pensée de Marx dégagée des déformations que lui a fait subir le stalinisme.

Le livre de Jean-Christophe Cambadélis, l'un des animateurs du groupe de militants qui a rompu avec le PCI pour rejoindre le PS, *Pour une nouvelle stratégie démocratique\**, est une occasion de poursuivre cette discussion. Ce livre ne traite pas uniquement de la question des rapports de Marx à la démocratie et aux droits de l'homme, mais il lui donne une place importante. L'auteur, au demeurant, ne prétend pas apporter des réponses politiques immédiates ; il affirme esquisser un cadre de réflexion, exposer un premier travail. Prenons-le à la lettre.

« **L** E péché originel du marxisme, écrit Jean-Christophe Cambadélis, *répète-t-on aujourd'hui à satiété, se révélerait dans son incapacité à concevoir les droits de l'homme autrement que des "droits formels". Les plus avertis ajoutent qu'il ne faut voir là que la conséquence logique d'une dépréciation plus fondamentale de l'individu.* » (p. 47) Il va chercher des répliques à ces accusations dans la dialectique, établie par le Marx de *l'Idéologie allemande*, entre « l'individu personnel » et « l'individu contingent ». Sans reprendre et discuter dans le détail l'ensemble de la démonstration, indiquons que celle-ci vise à montrer que l'individu, dans son existence historique concrète, est doublement situé : comme individu « contingent », c'est-à-dire déterminé par une situation de classe, et comme individu « personnel », qui tend à dépasser cette détermination de classe « pour réaliser sa personnalité, son individualité personnelle ».

C'est au travers de l'analyse de cette tension, « précisément parce qu'il ne part pas de l'homme mais des individus agissants, que le marxisme peut penser d'une certaine manière l'homme en général dans l'individu lui-même » (p. 48). J.-Ch. Cambadélis poursuit en expliquant que, pour le prolétariat, la

contradiction est totale entre l'individu « contingent » et l'individu « personnel ».

## Individu « personnel » et individu « contingent »

En effet, le prolétaire, contraint de vendre sa force de travail au capital sur le marché, n'a aucune maîtrise de ses conditions d'existence : s'il veut se réaliser comme individu « personnel », il doit les abolir. Dans cette optique, l'abolition des conditions d'existence du prolétariat, la suppression des classes, est la condition d'un libre épanouissement des individus.

J.-Ch. Cambadélis cite Marx : « *Jusqu'à présent, les rapports dans lesquels entraient les individus étaient des rapports auxquels ils participaient non en tant qu'individus mais en tant que membres d'une classe.* » Alors que, dans le communisme, la communauté pour laquelle combat le prolétariat, « c'est l'inverse qui se produit : les individus y participent en tant qu'individus ».

Cette perspective, conclut J.-Ch. Cambadélis, permet de comprendre la place qu'occupe la lutte pour les « droits de l'homme » : « le prolé-

De « la Question juive »...

riat exige que "les droits de l'homme" soient effectivement reconnus comme droits de tous les hommes et non plus seulement comme droits du seul propriétaire privé » (p. 59).

Cette argumentation a le mérite de rappeler l'objectif que Marx fixe au communisme : le « développement complet » des individus, leur développement « original et libre ». En revanche, son principal défaut est de maintenir ce que l'on pourrait appeler, faute de mieux, une vision « messianique » du rôle du prolétariat. C'est-à-dire d'en faire une classe qui, par définition, par « essence même », serait organiquement porteuse de la libération des individus et, *a fortiori*, garante de la démocratie véritable et des « droits de l'homme ». Comme si ces questions pouvaient être résolues par un mouvement immanent au processus d'émancipation du prolétariat.

Démonstration d'autant plus discutable que J.-Ch. Cambadélis, dans sa seconde étude, jette lui-même, au travers d'une citation de Poulantzas, un regard critique sur ce type de problématique. Nous y reviendrons plus loin.

Bien sûr, l'auteur prend bien garde de ne pas s'appuyer sur certains textes du « jeune Marx » qui assignent ce rôle au prolétariat en fonction d'un choix philosophique. « Il s'agit d'une tâche pratique, et non d'un impératif moral, en ce sens qu'elle est prescrite par la situation actuelle. » (p. 56) Reste qu'on ne rompt pas avec une démarche en se contentant de substituer à un « impératif moral » une nécessité qui serait inscrite dans le mouvement même de l'histoire.

## De « la Question juive »...

Une telle approche, en outre, estompée certaines difficultés présentes dans l'œuvre de Marx concernant les « droits de l'homme » tels qu'ils furent mis au jour par l'« émancipation politique » et les révolutions bourgeoises. Par exemple, dans *la Question juive* (février 1884), ce texte célèbre où Marx étrille complètement ces droits, où beaucoup voient justement le « péché originel du marxisme ». J.-Ch. Cambadélis ne parle que très rapidement de ce texte pour expliquer la critique de Marx par sa volonté de « souligner les insurmontables limites de toute émancipation exclusivement politique » (p. 84). Arguments classiques dans la « tradition marxiste ». Et il est vrai que, dans ces pages, Marx voit dans « l'émancipation politique [un] grand progrès, la dernière forme de l'émancipation humaine dans les conditions actuelles », insistant par ailleurs sur ses limites.

La remarque est pourtant loin d'épuiser le sujet. Marx ne se contente pas de dénoncer dans ces droits ce qui est lié explicitement à la défense de la propriété privée ou de marquer leurs limites en soulignant que, dans la réalité, ils n'existent que pour la bourgeoisie. C'est la logique d'ensemble de ces droits qu'il remet en cause : « Les droits de l'homme distingués des droits du citoyen ne sont autres que les droits de membres de la société civile, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de la communauté. »

Il y a quelque approximation à écrire, comme J.-Ch. Cambadélis, que ce type de texte « n'induit en soi aucune dépréciation de la démocratie, comme "moment" dans le combat du prolétariat » (p. 84). Ne serait-ce que parce que la notion même de prolétariat ne figure pas dans ce texte et n'apparaîtra que plus tard.

Ce dont il est question ici, c'est de l'« être générique » et de l'émancipation humaine que, par rapport à l'émancipation politique, Marx définit ainsi : « Lorsque l'homme aura reconnu et organisé ses propres forces comme forces sociales et ne retranchera donc plus de lui la force sociale sous l'aspect politique, c'est alors seulement que l'émancipation humaine sera accomplie. »

L'émancipation humaine est donc l'appropriation par l'homme de « ses propres forces sociales » et l'abolition, dans le même mouvement, du politique. Dans cette transparence retrouvée, la distinction entre homme et citoyen n'a pas de sens et, par conséquent, les « droits de l'homme » pas de place.

Une évolution importante apparaîtra lorsque Marx sortira de cette problématique de l'« homme générique » pour définir les conditions de l'« émancipation humaine » : la lutte du prolétariat. Plus précisément, lorsqu'il traitera des conditions d'émancipation du prolétariat ; l'opposition entre la « vraie » révolution, la révolution sociale, et la révolution politique n'étant alors plus suffisante.

## ... à l'émancipation du prolétariat

Ce sont alors d'autres illusions que Marx combattra au sein du mouvement ouvrier : celles selon lesquelles il serait possible de libérer le prolétariat sans passer par le combat politique, la lutte pour le pouvoir. Et l'angle d'attaque en ce qui concerne les « droits de l'homme » changera : tout comme il mène bataille pour le suffrage universel, il exige, avec la classe ouvrière, l'obtention d'un certain nombre de ces droits.

Engels définira bien la logique de ce qui constitue un véritable changement de terrain lorsqu'il parlera de la « forme bourgeoise » et de la « forme prolétarienne » de l'idée d'égalité : « Les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être seulement établie en apparence seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social. (...) Le contenu réel de la revendication d'égalité est la revendication de l'abolition des classes. Toute revendication d'égalité qui va au-delà tombe nécessairement dans l'absurde<sup>1</sup>. »

Si l'égalité n'a pas de sens lorsque les classes sociales (et l'Etat) sont abolies — elle signifierait alors « nivellement » et non « libre épanouissement de l'individu » —, elle garde toute son importance après la prise du pouvoir par le prolétariat qui ne veut pas dire, on le sait, extinction immédiate des classes.

Ces rappels ne suppriment pas pour autant tous les problèmes. J.-Ch. Cambadélis cite, pour l'approuver, Poulantzas : « Je me demande s'il n'existe pas un lien entre la sous-estimation de l'importance de la démocratie formelle et une théorie qui donne le rôle "spontanément" démocratique de la classe ouvrière pour évident. (...) Aucune classe par elle-même, en fonction de sa nature propre, n'est destinée à garantir les libertés s'il n'existe pas un projet conscient en ce sens. Il faut savoir examiner sans mythes ni résistances la stratification, les divisions internes à la classe ouvrière, à sa très grande complexité. Elle a besoin des institutions démocratiques non seulement pour se défendre de ses "ennemis", mais aussi "pour se défendre d'elle-même" au moment même où elle exerce le pouvoir politique. » (p. 138)

Mais J.-Ch. Cambadélis ne traite pas explicitement de ce dont parlent ces lignes. Peut-être parce que, comme il est souligné plus haut, il reste prisonnier d'une approche qui, précisément, est ici mise en question et que, concernant les « droits de l'homme », il a de Marx une lecture lisse, gommant les contradictions.

Cédant à une certaine tradition, Poulantzas, à tort, distingue Lénine de Marx. Pourtant, c'est aussi chez ce dernier que se trouve la difficulté. Entendons-nous bien, pour l'un et l'autre le pouvoir de la classe ouvrière est, on pourrait dire par définition, « mille fois plus démocratique » que le pouvoir de la bourgeoisie. Reste à savoir comment organiser cette démocratie.

Disons les choses schématiquement : lorsque Marx parle de ce moment, on a l'impression que surgit le refoulé de *la Question juive*. Certes, il ne s'agit plus d'opposer la transparence

retrouvée de l'homme « générique » à la division produite par la société bourgeoise, entre l'homme égoïste et le citoyen. Il s'agit, cette fois, du prolétariat. Mais tout se passe comme si ce dernier fonctionnait à la façon d'un sujet historique pouvant enfin se rendre transparent à lui-même, par le seul effet de l'organisation de « ses propres forces comme forces sociales » ; en l'occurrence en s'appropriant les moyens de production. Dès lors la distinction entre l'homme de la société civile et le citoyen peut s'abolir avec, dans le même mouvement, les « droits de l'homme » qui se logeraient dans cette différence. Avec le nouvel ordre qui se crée, le face-à-face Etat/individu n'a plus tellement de sens.

Bien sûr, pour Marx comme pour Lénine, il ne s'agit pas de décréter la fin de l'Etat mais de créer les conditions de son dépérissement. Dans ses réflexions sur la Commune, reprises par Lénine dans *l'Etat et la révolution*, Marx définit les formes de cet Etat commençant à dépérir qu'est la dictature du prolétariat. Mais il s'agit strictement de l'Etat, et non des autres sphères de la vie politique, « publique ».

## Droit et transition

On connaît aussi l'importance de la notion de « transition ». Marx en traite explicitement dans sa *Critique du programme de Gotha*. Il y explique comment, « dans la première phase de la société communiste », le producteur recevra une rétribution en fonction du « quantum de travail qu'il a fourni à la société ». Mais cette rétribution se fera au travers d'une abstraction juridique. Pour pouvoir être rétribués, les divers travaux concrets de chaque individu devront être ramenés à la « même unité de mesure » : le temps de travail de chaque producteur.

Il existera un « droit égal » permettant d'opérer cette mesure. Pourtant, « ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par la suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit ». C'est seulement « dans une phase supérieure de la société communiste [que] l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé ».

Le droit subsiste donc dans la phase de transition, même s'il ne désigne pas exactement la même chose que dans la société capitaliste. En effet, ce dont il

est question ici, ce n'est pas de l'homme en général mais de l'homme en tant que « travailleur »<sup>2</sup>.

Ce type de démarche initiée par Marx au niveau « économique » n'est pas présenté en ce qui concerne les autres sphères de la réalité socio-politique d'une société de transition. On peut en donner plusieurs explications, mais le constat est là. Lorsque Lénine, dans *l'Etat et la révolution*, reprend le fil rompu de l'élaboration sur la dictature du prolétariat, il n'apporte rien de plus à ce sujet.

On croirait que, hormis les contraintes économiques pesant sur les normes de répartition du surproduit social, il y a une sorte d'homogénéité présumée entre la classe ouvrière, les formes d'organisation politique du pouvoir du prolétariat et le parti. D'ailleurs, dans le texte de Marx sur la Commune comme dans *l'Etat et la révolution*, il n'est question que des formes d'organisation du nouvel Etat, le silence est fait sur la place du parti. Comme si le premier remplaçait le second en tant qu'instrument de constitution du prolétariat en classe politique.

Certes, pour Marx et pour Lénine, cette homogénéité, cette transparence, n'est pas imposée, elle ne peut être que gagnée. Elle est le produit du va-et-vient entre l'expérience de la classe et l'apport du parti, supposant donc une discussion, libre et la plus large possible. Il ne faut pas non plus oublier les débats des années vingt, en Russie par exemple, sur la question syndicale qui témoignent de la part des bolcheviks, surtout Lénine au demeurant, d'une conscience aiguë des problèmes posés par, précisément, un certain écart existant entre la classe ouvrière, l'Etat et une nécessaire articulation plus complexe des différentes institutions politiques. Pourtant, ces discussions connaissent des limites.

## Les garanties démocratiques

Au terme de ce long détour, nous pouvons revenir aux problèmes posés par la citation de Poulantzas : celui des « garanties démocratiques » lorsque la classe ouvrière « exerce le pouvoir politique », dès lors qu'on ne croit pas que ces questions sont « automatiquement » réglées par la « nature propre » de cette classe, c'est-à-dire par la seule logique de son mouvement d'émancipation.

Du point de vue de ces garanties, l'élément décisif semble constitué par la rupture nécessaire avec la tradition du « parti unique » de la classe ouvrière. Sans reprendre toute l'argumentation

développée dans un récent article de *Critique communiste*<sup>3</sup>, rappelons simplement qu'il ne s'agit pas du « parti unique » à la mode stalinienne mais d'une certaine vision, présente y compris chez Marx, de la constitution du prolétariat en classe, « et donc en parti ». Parti s'entendant au singulier : on sait que la social-démocratie de la Deuxième Internationale se considérait également comme « le » parti de la classe ouvrière.

Trotsky est le seul dirigeant communiste qui, avant la Seconde Guerre mondiale, a explicitement rompu, dans *la Révolution trahie*, avec cette vision, expliquant que l'expérience historique avait montré que la diversité sociale de la classe ouvrière pouvait produire divers partis en son sein.

« Ce constat est lourd de conséquence. En effet, dès lors qu'est reconnu le droit à la pluralité des partis, il implique nécessairement la distinction entre ces partis et l'appareil d'Etat ainsi qu'une définition institutionnelle de leurs conditions de fonctionnement, d'expression et de participation à l'exercice du pouvoir ; autrement dit, la codification d'un droit public distinct du pouvoir, d'une véritable légalité de transition<sup>4</sup>. »

Contrairement à l'Etat bourgeois, qui masque son caractère de classe, la dictature du prolétariat se donne comme le pouvoir d'une classe (composant par ailleurs l'immense majorité de la population) ; de la même façon, le « droit égal » dont parle Marx dans *la Critique du programme de Gotha* traite non pas de l'homme en général mais du travailleur.

Mais cet Etat dont la nature est clairement énoncée ne repose pas pour autant, en ce qui concerne l'organisation du pouvoir politique, sur une espèce de transparence possible de la société de transition. « *Les garanties démocratiques* » dont parle Poulantzas ne nécessitent pas seulement, comme il le dit, « un projet conscient ». La question, en effet, ne manquerait pas de rebondir : qui serait le garant de ce projet ? Elle renvoie aux conditions mêmes d'existence d'un pouvoir de la classe ouvrière, qui ne peut être que pluraliste compte tenu de la diversité de cette dernière.

## « La république démocratique »...

Si, comme l'indique J.-Ch. Cambadélis, dans le *Manuscrit de 1843* Marx écrit que la démocratie est « la vérité de toutes les formes d'Etat », cette idée disparaît lorsqu'il définit la perspective



historique du communisme. Dès lors, la démocratie n'est considérée que comme une forme d'Etat. Engels, en 1894, explique qu'il préfère le mot « *communisme* » à celui de « *social-démocratie* », lequel est impropre « pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout Etat et, par conséquent, de la démocratie » (p. 84).

La démocratie, poursuit J.-Ch. Cambadélis, est considérée par Marx et Lénine comme celle des formes de l'Etat bourgeois qui fournit au prolétariat les meilleures conditions de lutte contre le capitalisme. Jusque-là, l'exposé est « classique ». En revanche, les choses se compliquent lorsqu'il traite des formes du pouvoir politique du prolétariat.

Il cite Engels qui, en 1847, écrit dans ses *Principes communistes* : « *Quel cours de développement prendra cette révolution ? (...) Avant toute chose, elle instaurera directement ou indirectement une constitution démocratique et, par*

*là-même, instaurera directement ou indirectement la domination politique du prolétariat.* » (p. 84)

On trouverait à cette époque, chez Marx comme chez Engels, d'autres citations de ce type. On sait, en effet, que le *Manifeste communiste* de 1948 affirme que le prolétariat doit conquérir le pouvoir d'Etat, sans traiter de la forme de ce pouvoir. Dans bien des textes, on rencontre alors l'idée que l'instauration du suffrage universel et de la République suffira à résoudre le problème.

On sait aussi que, en 1871, tirant les leçons de la Commune dans *la Guerre civile en France*, Marx écrira qu'il ne suffit pas de prendre en main l'appareil d'Etat : il faut le briser. La leçon essentielle ne porte d'ailleurs pas sur la violence inévitable d'un affrontement avec la bourgeoisie — le prolétariat a connu dans le passé une telle violence alors qu'il luttait simplement pour la République, mais sur la nécessité de construire un Etat de type nouveau.

De tout cela, J.-Ch. Cambadélis ne pipe mot. Il se contente de citer, une seconde fois, Engels et sa *Critique du programme d'Erfurt* de 1891 : « *Notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat comme l'a déjà montré la grande Révolution française.* » (p. 85)

Il ne s'agit pas, en réponse à J.-Ch. Cambadélis, d'asséner une prétendue « orthodoxie » — on l'a vu en ce qui concerne « les droits de l'homme » — ni de multiplier les textes d'Engels qui, à la même époque, réaffirment les leçons de la Commune. L'ambiguïté de ces derniers est réelle. Elle participe d'un essai de réflexion sur les nouvelles conditions de la révolution prolétarienne, à partir des différences avec les révolutions de 1848, voir par exemple sa fameuse introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*. Elle renvoie aussi à un « oubli », quasi général à l'époque au sein de la social-démocratie, des leçons de Marx sur la Commune.

Mais, de la part de J.-Ch. Cambadélis qui prétend à une lecture rigoureuse de Marx, l'oubli n'apparaît pas très sérieux. Il n'y a pas si longtemps que, références trotskystes obligent, J.-Ch. Cambadélis non seulement connaissait mais se réclamait de ces textes de Marx sur la Commune. L'important ici n'est pas tant qu'il ait changé de références, mais qu'il ne dise rien à propos d'une question pourtant au cœur du sujet traité.

D'autant que l'approche du problème se trouve biaisée par l'opposition établie entre le Lénine de 1916 — qui n'a effectivement pas élucidé toutes les questions stratégiques concernant la prise du pouvoir — et le Lénine de 1917, auteur d'un texte « *bien souvent caricatural* », *l'Etat et la révolution*. Et ce, sans, bien sûr, indiquer que ce livre reprend explicitement la démarche de *la Guerre civile en France*. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que « *Marx, à la différence de Lénine, a toujours témoigné d'un vif intérêt pour les institutions de la démocratie représentative* » (p. 136).

### ...via Poulantzas

Or cet oubli a pour conséquence, une fois encore, de ne pas permettre à J.-Ch. Cambadélis de traiter d'une question stratégique fondamentale. De nouveau, la seule indication fournie est une référence à Poulantzas, dont « *le travail a ouvert une voie qui permet de dégager une nouvelle stratégie démocratique* » (p. 138). Mais

ne sont ni précisés ni discutés les fondements de cette stratégie, que l'on retrouvait d'ailleurs dans le CERES des années soixante-dix ou parmi les courants « euro-communistes de gauche ».

Une fois encore, nous renvoyons à l'article de *Critique communiste* signalé plus haut. Poulantzas énonce clairement comment il entend fonder les « *garanties démocratiques* » nécessaires à la classe ouvrière dans son exercice du pouvoir dont nous avons parlé. Il faudrait rompre avec la perspective de destruction de l'appareil d'Etat, « *qui fut, lui aussi, un terme indicatif chez Marx [mais] n'a pas moins fini par désigner historiquement quelque chose de précis : l'éradication précisément de toute forme de démocratie représentative et les libertés dites formelles, au profit de la démocratie directe à la base et des libertés dites réelles* »<sup>5</sup>. Et définir une perspective de transition au socialisme articulant « *démocratie représentative* » — comprise ici comme démocratie parlementaire — et « *démocratie directe* », terme désignant tout ce qui relève des processus d'auto-organisation.

Cette argumentation présuppose deux idées. La première que la démocratie parlementaire n'est pas une forme d'Etat historiquement déterminée, mais une sorte de « superstructure » politique flottante, représentant la forme la plus achevée de la démocratie et dont la bourgeoisie ne fait que bloquer la réalisation. Sans en discuter ici, signalons simplement que les analyses « classiques » semblent toujours bonnes, qui font de la démocratie parlementaire non pas une technique neutre de représentation politique mais la forme dans laquelle la société capitaliste s'organise politiquement. La seconde qu'il faut réduire à la « démocratie directe », c'est-à-dire au refus de toute représentation politique, le projet de nouveau pouvoir défini par Marx lorsqu'il tire les leçons de la Commune, et repris, en 1917, par Lénine.

Cette dernière idée est essentielle dans l'argumentation de Poulantzas : il veut montrer que la « démocratie directe » ne permet pas de construire un Etat stable et débouche automatiquement sur la confiscation du pouvoir par un parti ou par « les experts ». Pourtant, une telle affirmation ne résiste pas à une lecture attentive des textes. Certes, Marx, dans *la Guerre civile en France*, parle une fois « *des délégués [qui doivent] être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs* ». Et Engels, dans une préface de 1891, parle « *d'imposer des mandats impératifs aux délégués des corps représentatifs* ». Mais, dans ces textes, il ne s'agit pas essentiellement d'abolir toute

forme de représentation politique mais d'établir une autre forme de représentation, qui restitue au « *corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'Etat parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement* ». Quant à Lénine, dans *l'Etat et la révolution*, dont certains prétendent qu'il a sous-estimé la « démocratie représentative », il est plus explicite : « *Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organes représentatifs et le principe électif. (...) Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs : mais nous pouvons et devons la concevoir sans parlementarisme.* »

## Démocratie, vous avez dit démocratie ?

Il est possible — et nécessaire — pour les marxistes-révolutionnaires de prendre en charge les aspirations à la démocratie et à l'égalité des droits qui s'affirment avec force dans les mobilisations actuelles. Non seulement du point de vue de l'activité politique quotidienne mais, plus généralement, d'un point de vue « programmatique ». Ce qui ne veut pas dire que tout va de soi à partir des références historiques : il convient d'aborder frontalement les questions stratégiques posées par la rupture avec le capitalisme et la démocratie bourgeoise<sup>6</sup>.

J.-Ch. Cambadélis n'a plus ces soucis. Il n'a pas non plus, malheureusement, ceux d'expliciter ce qu'il entend par « *une nouvelle stratégie démocratique* ». Il n'en parle finalement que par procuration, *via* Poulantzas, qu'il ne résume même pas. Peut-être parce qu'il lui faudrait alors entrer dans certains débats qu'il récuse.

Qu'entend-il finalement par démocratie ? On apprend, Aristote à l'appui, que la démocratie ne signifie pas seulement « *un critère numérique abstrait* » (le gouvernement du plus grand nombre), mais se définit « *en fonction d'un contenu social dont le critère de la majorité, au sens numérique, n'est jamais qu'une réexpression dérivée* » (p. 129).

Pourtant, de ce contenu social il n'est jamais question dans le livre. Comme, par ailleurs, l'auteur ajoute simplement pour toute précision que la démocratie réside « *dans la reconnaissance par la loi de l'égalité des droits reconnus à tous les citoyens* » (p. 131), nous ne sommes pas plus avancés. En fait, la seule idée qui ressort est que la démocratie ne doit pas seulement ap-

porter l'égalité juridique mais avoir un contenu social.

Aspiration légitime, certes, et vieille comme le mouvement ouvrier, mais théorie un peu courte lorsqu'il s'agit de fonder une stratégie. D'autant que J.-Ch. Cambadélis, tout au long de son livre, n'en dit pas plus. Ainsi, dans sa dernière étude où est longuement analysé le « bonapartisme » qui s'oppose à la démocratie, on attend non seulement une dénonciation de cette confiscation mais une définition des formes politiques, des éléments d'une stratégie permettant un épanouissement de celle-ci. Attente déçue !

N'avançons pas de pronostic sur l'avenir au sein du PS de cette bien vague « nouvelle stratégie démocratique ». Ce qui est sûr, c'est qu'elle ne gênera pas sa direction. D'autant que si le stalinisme est copieusement rossé tout au long du livre, la social-démocratie, elle, est toujours épargnée.

Antoine Artous

\* *Pour une nouvelle stratégie démocratique (trois études)*, L'Harmattan, mars 1987.

1. *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1969, p. 138-139.

2. Ce qui signifie un changement dans la façon dont fonctionne ce droit : « *Le travailleur mène dans la société bourgeoise une existence idéologique en n'apparaissant que sous le masque du sujet de droit ; dans la société de transition il est posé à partir de lui-même ; (...) Les conditions de l'échange au sens classique sont niées et, si l'on veut rester dans le juridisme, alors on ne peut plus dire que les choses se passent selon des procédures contractuelles mais qu'elles sont soumises à des statuts où se confondent définitions sociales et définitions politiques. Et les juristes savent bien que dans une problématique de ce type ce n'est plus le monde du commerce et des échanges qui s'affirme, il est clair que domine une problématique de droit public* ». *Marx et la société juridique*, Jacques Michel, Publisud, 1983, p. 238.

3. « A l'Ouest, questions de stratégie », A. Artous et D. Bensaïd, in *Critique communiste*, n° 65 spécial 1987 sur Gramsci.

4. Daniel Bensaïd, « *Marxisme contre "totalitarisme"* », *Marx... ou pas ?*, EDI, 1986, p. 321.

5. *L'Etat, le pouvoir et le socialisme*, PUF, 1981, p. 288.

6. Ne pas traiter de ces questions est l'un des défauts de l'article de Gérard Filoche : « *Pour une démocratie sans limite* », in *Critique communiste*, n° 65 spécial 1987 sur Gramsci.

A propos d'un livre de Bernard Rosier\*

## « Les Théories des crises économiques »

Henri WILNO

LES soubresauts des marchés financiers viennent de rappeler l'instabilité fondamentale de la situation actuelle des économies capitalistes : le livre de Bernard Rosier sur les théories des crises tombe donc à point nommé.

Ce livre s'ajoute à plusieurs ouvrages antérieurs et notamment à *Rythmes économiques, crise et changement social. Une perspective historique* (éditions La Découverte, 1983), écrit avec Pierre Dockès, qui constitue une des analyses les plus intéressantes de la crise et des cycles économiques publiées en France dans les dernières années. Se réclamant d'un marxisme vivant, et intégrant aussi bien (avec certaines nuances) les apports d'Ernest Mandel dans l'analyse des ondes longues du capitalisme que ceux de l'école de la régulation<sup>1</sup>, B. Rosier et P. Dockès ont produit une synthèse qui, sur bien des points, est assez proche des réflexions de notre courant (cf. *les Lendemain de la crise*, 1984, et plus récemment, *la Crise, les Crises, l'Enjeu*, collection Racines, La Brèche, 1987).

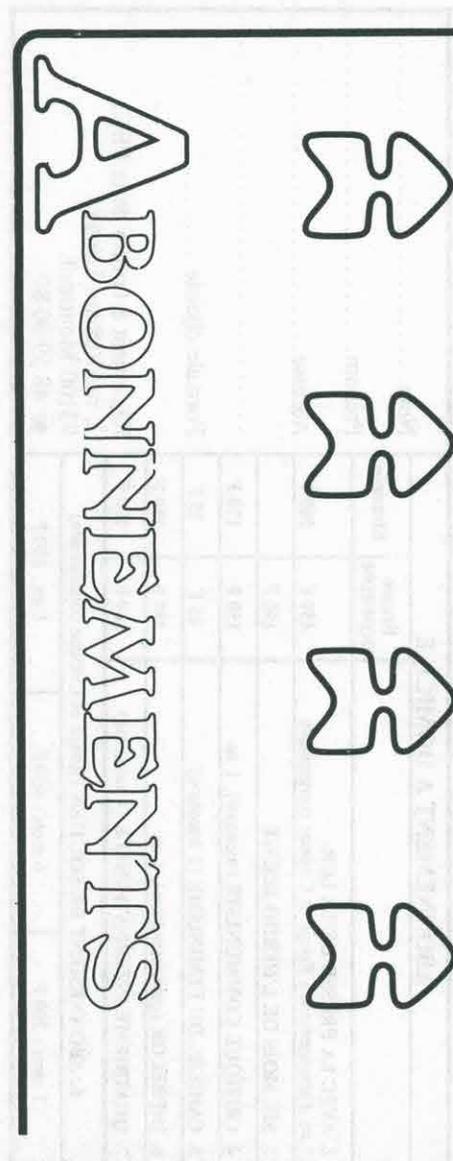
Le livre de B. Rosier que nous présentons aujourd'hui est de dimension plus réduite (une centaine de pages) et vise à faire le point sur les réflexions des différentes écoles de pensée économiques à propos des crises. Il montre la liaison entre l'observation des faits et la progression de l'analyse des fluctuations économiques : dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les crises périodiques ont commencé à être analysées par les économistes (notamment par Marx), mais il faudra attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle (et donc plusieurs décennies d'évolution du capitalisme) pour que s'impose progressivement l'idée des ondes longues. En résumé schématiquement les choses, on peut dire que deux types de fluctuations rythment l'histoire du capitalisme depuis deux siècles : les cycles courts (reprise-expansion-crise-dépression ou récession) et les ondes longues pluri-annuelles avec deux phases : expansive, où la croissance moyenne est plus forte et les dépressions moins accentuées, récessives, où les tendances inverses prédominent.

Les différentes grandes écoles de pensée économique apparaissent inégalement armées pour expliquer cette réalité et l'auteur a raison de souligner l'incapacité fon-

damentale de l'école libérale néo-classique à intégrer la notion de crise. Pour qui croit à l'harmonie fondamentale de la vie économique grâce au libre jeu des lois du marché<sup>2</sup>, il ne peut exister de période où les ressources productives sont sous-employées, où les chômeurs se multiplient. Si cela se produit, la seule explication est à rechercher dans des éléments perturbateurs extérieurs à un système qui par lui-même ne peut que bien fonctionner : « rigidités », trop grand pouvoir des syndicats, choc pétrolier, etc. Le retour en force des théories libérales depuis une dizaine d'années ne tient en aucune façon à leur capacité à expliquer la crise mais plutôt aux échecs des solutions keynésiennes nationales. Face à la crise des années trente, les différentes bourgeoisies avaient fini par adopter des politiques économiques basées sur une plus grande intervention de l'Etat, auxquelles l'œuvre de Keynes a fourni une justification théorique.

Contrairement aux thèses néo-classiques, le schéma keynésien intègre la possibilité d'équilibres de sous-emploi, c'est-à-dire le fait que l'économie capitaliste peut connaître des situations durables de sous-utilisation des équipements, de chômage de masse... Pour Keynes, toute production ne trouve pas forcément un débouché et les décisions des capitalistes basées sur des anticipations erronées de la demande et des profits sont susceptibles de conduire à l'apparition de situations de surproduction ; une action volontaire de l'Etat sur l'économie peut donc être nécessaire pour revenir à la croissance. Donnant un rôle central à l'Etat et aux organismes para-étatiques (protection sociale) dans la conduite de l'économie, les politiques keynésiennes se sont notamment heurtées à partir des années soixante au caractère de plus en plus transnational du capital.

L'auteur montre bien l'adéquation entre la démarche marxiste qui refuse les catégories économiques hors de l'histoire et des classes sociales, et l'analyse des fluctuations du capitalisme. Dans l'œuvre de Marx, on trouve à la fois la démonstration des contradictions insolubles sur le long terme du système capitaliste et celle de sa capacité à fonctionner malgré ces contradictions. Même si les économistes de l'« école » de la



régulation apparaissent, pour la plupart, de plus en plus soucieux de se démarquer du marxisme, c'est, au départ, l'utilisation d'une démarche proche de celui-ci qui leur a permis de dégager d'intéressants instruments d'analyse des années d'expansion et des causes de la crise actuelle. Il est en effet décisif d'être capable de lier les deux aspects : nul ne peut prétendre avoir fourni une explication convaincante des racines de la crise si, dans le même temps, il ne rend pas compte des raisons de la longue phase de croissance d'après-guerre. Certains marxistes dogmatiques ont pu ou peuvent encore se montrer incapables d'apporter des éléments de réponses intégrant l'ensemble des évolutions du capitalisme de la dernière période, mais on ne peut, à notre sens, étendre cette critique à tous ceux qui se revendiquent du marxisme et notamment à notre courant (même s'il est nécessaire de progresser sur divers points, au besoin en intégrant certains apports des régulationnistes). En fait, le débat essentiel paraît tourner autour de la sortie de crise : les tenants de l'« école » de la régulation scrutent la réalité à la recherche des « compromis sociaux » supposés préfigurer l'avenir (qui, pour beaucoup d'entre eux, ne peut que s'inscrire dans le cadre du capitalisme, considéré comme un « horizon indépassable » pour notre époque) et dénoncent les « archaïques », « attachés aux situations acquises ».

Avec plus de mesure, et en soulignant l'impasse des politiques d'austérité, B. Rosier semble adopter une problématique voisine lorsqu'il avance l'idée d'un « New Deal » à l'échelle mondiale, c'est-à-dire d'un compromis entre les puissances économiques dominantes sur les conditions d'utilisation de la force de travail (durée et conditions de travail, protection sociale), sur un remodelage du système monétaire et financier international, sur les rapports avec les pays du tiers monde, etc. Avancer cette idée, c'est soit énoncer une évidence, soit s'embarquer vers des rivages sur lesquels nous ne saurions suivre l'auteur. Plus clairement, il paraît évident que, si les classes ouvrières d'un ou plusieurs pays capitalistes dominants ne peuvent imposer une autre voie, il y aura une issue capitaliste à la crise actuelle et que celle-ci sera fondée sur un nouvel « ordre productif » qui, du fait de l'internationalisation grandissante du capital, supposera un consensus entre Etats impérialistes. Le débat ne porte pas là-dessus. Il porte d'abord sur les conditions qui rendent possible cette issue bourgeoise et, pour nous, il ne fait aucun doute que la restauration des profits, la restructuration des processus productifs, la mise en place d'un nouvel ordre international passent par de nouveaux coups portés aux travailleurs et aux peuples du tiers monde (et, dans cet affrontement, les économistes marxistes ne sauraient adopter le point de vue de Sirius et regarder de loin les différents camps marquer des points), sans oublier les risques pour les libertés démocratiques et la paix.

Le débat porte ensuite sur le profil de la nouvelle phase du capitalisme qui s'ouvrirait alors : l'attitude de certains régula-

tionnistes vis-à-vis de cette question ressemble à celle de l'amoureux transi : « Je t'aime plus qu'hier et bien moins que demain. » Pour eux, le capitalisme d'aujourd'hui, c'est mieux que celui d'hier (avant Ford) mais moins bien que celui de demain (si, du moins, messieurs les capitalistes veulent bien souscrire aux « compromis positifs »). Dans la revue *M* (numéro d'août-septembre 1987), Pierre Dockès a raison de souligner que, si une nouvelle forme de capitalisme s'impose, « rien ne prouve qu'elle sera socialement, humainement supérieure ». Il est même possible d'aller plus loin et de dire que les probabilités sont fortes d'une sortie de crise capitaliste (que rien ne permet actuellement de pronostiquer) qui voie la persistance d'un chômage important, d'une précarisation accrue des salariés, etc. et repose sur des « compromis sociaux » dégradés (pour les travailleurs) par rapport à ceux des années cinquante-soixante.

Henri Wilno

\* *Les Théories des crises économiques*, Bernard Rosier, collection Repères, éditions La Découverte.

1. Voir Catherine Verla, « Régularités et crises du capitalisme », in *la Crise, les Crises, l'Enjeu*, La Brèche, 1987.

2. Un des principaux postulats des néo-classiques est la « loi » des débouchés formulée par l'économiste français Jean-Baptiste Say en 1803 et que l'on peut résumer par la formule suivante : « Toute production crée sa propre demande. » S'il est exact qu'une entreprise en fabriquant un produit distribue en même temps des revenus (salaires, dividendes, intérêts) qui seront ensuite dépensés pour acheter des biens, il est facile de comprendre que l'ajustement offre-demande n'est pas automatique ni globalement, ni sectoriellement (décalage dans le temps entre la perception d'un revenu et son utilisation pour la consommation et surtout l'investissement, possibilité de déséquilibre entre le secteur des biens de consommation et celui des biens d'investissements, etc.).

ABONNEMENT A DOMICILE		France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste		450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE		160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an		150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)		65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzotadaire), 1 an		250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)		100 F	170 F
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)		1 an : 800 F	
		3 mois : 200 F	6 mois : 400 F

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
.....  
Formule choisie.....

Règlement à l'ordre de la PEC,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80



## Voilà revenu le temps des cadeaux... Alors, offrez-lui, offrez-vous, faites-vous offrir les derniers titres des éditions La Brèche !

### Les Ecrits économiques du « Che »

Avec des contributions de E. Mandel et C. Bettelheim  
248 pages, 85 F

Publié à l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat du « Che ». Débats économiques qui ont traversé la direction cubaine dans les années soixante, plus d'autres textes historiques.

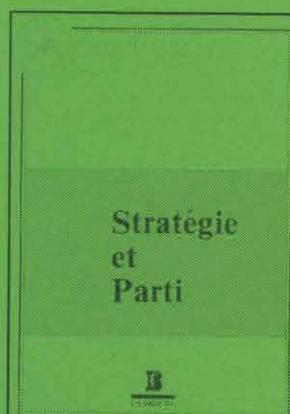


*La FEN au tournant*  
Laurent Batsch  
176 pages, 66 F

La FEN a quarante ans. Ses trois piliers se lézardent : l'idéal de la laïcité a souffert de la « guerre scolaire », l'unité syndicale dans l'enseignement est menacée, le corps des instituteurs est déstabilisé. Laurent Batsch décrit avec une grande minutie la trajectoire de cette fédération. Il ouvre aussi le dossier de la recomposition syndicale : la FEN cherche un nouveau souffle dans la constitution d'une confédération social-démocrate. Ce livre, qui dépasse largement le cadre du syndicalisme enseignant, apporte une foule d'informations à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir des syndicats.

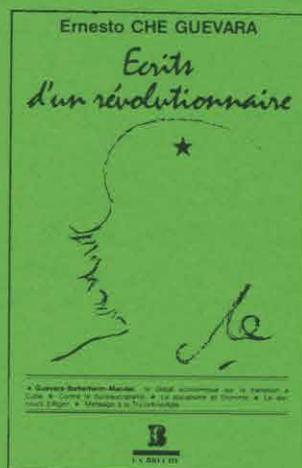
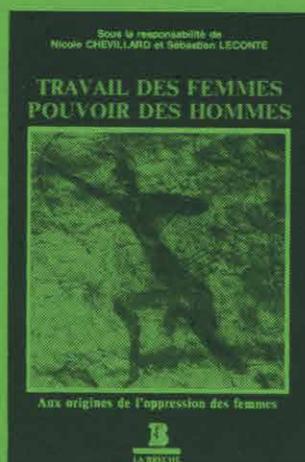
*Travail des femmes, pouvoir des hommes*  
Nicole Chevillard  
et Sébastien Leconte  
188 pages, 78 F

L'oppression des femmes semble s'être développée avant l'apparition des premières formes de propriété privée. Dans quelles circonstances cette subordination a-t-elle pu advenir ? Ce livre qui, analyse une série de questions clés concernant l'oppression des femmes, a reçu un excellent accueil aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.



*Stratégie et Parti*  
Daniel Bensaïd  
144 pages, 30 F

Depuis l'échec de la « gauche » en 1986, les questions concernant la rupture dans les pays capitalistes développés resurgissent avec une actualité encore plus vive. Ce livre, qui analyse les débats fondateurs qui virent se confronter Marx, Lassalle, Bakounine, Rosa Luxemburg et Pannekoek, Lénine et Kautsky, nous ramène aussi à des problèmes plus immédiats, tant il est vrai que rien de vraiment neuf ne peut naître de l'effacement de la mémoire.



Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil  
Catalogue sur demande — Distributeur pour les librairies : Distique

librairie  
diffusion

### LA BRECHE

heures d'ouverture  
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00  
du mardi au samedi  
de 12 h 00 à 20 h 00

**Achetez-y  
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir  
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris  
Tél : 43 67 63 57

### Autres titres récents

*La Tourmente mexicaine* (73 F) ; *le Paradigme du Grand-Hornu* (60 F) ; *Thèses du VIII<sup>e</sup> Congrès de la LCR* (25 F) ; *la Crise, les crises, l'enjeu* (30 F) ; *le Krach, 13 questions, 13 réponses* (5 F) ; le best-seller *Meurtres exquis* (73 F) ; le toujours actuel *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake* (70 F).

### Revue

Analyses, synthèses, débats, actualité, histoire, politique. Originales et complémentaires, nos revues ont le vent en poupe. Dernières parutions : *Cahiers d'étude et de recherche* n° 5, consacré au Japon (25 F) ; *Critique communiste* n° 67, spécial Sécurité sociale (20 F) ; *IV<sup>e</sup> Internationale* n° 26, cinquante ans de marxisme en Amérique latine (40 F) ; *Cahiers du féminisme* n° 41, spécial dixième anniversaire (40 F), *Inprecor* n° 254, nucléaire et tiers monde (12 F).

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC  
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.  
Tel : 48.59.00.80  
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie.  
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551